



L'Atelier

À l'oeuvre pour l'information

NUMÉRO 2

LE MERCREDI 30 NOVEMBRE 2016

RECYCLEZ S.V.P.

ÉCRASEMENT D'AVION

La fin d'un conte

71 personnes décèdent, dont 22 joueurs de l'équipe de soccer brésilienne Chapecoense

ALEXANDRE MORANVILLE-OUELLET

L'avion transportant l'équipe de soccer brésilienne Chapecoense s'est écrasé mardi en Colombie à la suite de «pannes électriques», causant la mort de 71 des 77 occupants à son bord et déclenchant un deuil national de trois jours au Brésil.

68 passagers, dont 22 joueurs de Chapecoense, ainsi que neuf membres d'équipage étaient à bord de l'aéronef qui était censé les amener à Medellín pour y disputer la finale de la coupe sud-américaine. Parti du Brésil, l'appareil avait fait une escale technique en Bolivie avant de mettre le cap sur la Colombie. Il s'est écrasé dans la zone montagneuse d'El Gordo, à 3300m d'altitude, sur la commune de La Unión à environ 50km de Medellín, deuxième ville en importance de Colombie située dans le nord-ouest du pays.

Les seuls rescapés du désastre sont trois footballeurs du club brésilien — Jackson Follmann, Alan Ruschel et Hélio Hermito Zampier Neto — ainsi que deux membres d'équipage et un journaliste.

«Selon le rapport que nous avons, l'avion a été porté disparu à 21h30 heure locale et l'accident a été enregistré à 22h34» (soit respectivement 1h30 et 3h34 mardi, heure de Montréal), a indiqué à l'AFP un porte-parole de l'aéronautique civile, qui a

VOIR EN PAGE 14 : ÉCRASEMENT

AUJOURD'HUI



Actualités > La SIQ hante toujours les libéraux Page 5

Monde > Jovenel Moïse élu à la présidence d'Haïti Page 9

Économie > Les stations de ski à la recherche de neige Page 10

Sports > Match décisif en vue pour l'Impact Page 11

L'or noir continue de couler

Deux des trois oléoducs controversés sont autorisés par Ottawa



ZACH PAIKIN THE HILL TIMES

Justin Trudeau approuve le projet de Kinder Morgan et d'Enbridge, mais rejette celui de Northern Gateway.

JEAN-CHRISTOPHE CÔTÉ

Le gouvernement fédéral rejette le controversé projet de pipeline Northern Gateway, mais approuve le projet de Kinder Morgan qui triplera la capacité de transport de son oléoduc Trans Mountain. L'entreprise Enbridge n'est pas en reste, alors que son projet de réfection de la canalisation 3 a également été approuvé par Ottawa.

Cette décision, contestée par les groupes

environnementaux et acclamée par l'Alberta, est basée sur des arguments «économiques et environnementaux», estime Justin Trudeau, qui a déclaré que «les oléoducs sont la façon la plus sûre pour acheminer le pétrole vers les marchés extérieurs.» D'ailleurs, il considère qu'une augmentation de la capacité du transport par pipeline permettra une réduction marquée du transport par train.

Ces projets devront toutefois respecter plusieurs conditions. Le projet Trans Mountain,

par exemple, est soumis à 157 conditions juridiquement contraignantes concernant les répercussions sur les communautés autochtones, les incidences socio-économiques et les impacts environnementaux. Le projet de la canalisation 3 devra, quant à lui, respecter 37 conditions semblables.

En plus des trois annonces sur les oléoducs, le gouvernement a confirmé l'imposition

VOIR EN PAGE 14 : OLÉODUCS

IMMIGRATION À MONTRÉAL

Le déclin des quartiers ethniques

Les nouvelles générations n'habitent plus les arrondissements de leurs parents

LAURENCE GODCHARLES

Les populations immigrantes de Montréal délaissent depuis une vingtaine d'années les «quartiers ethniques» de la métropole. Un phénomène principalement observable chez les jeunes immigrants comme Victor Rusu, Moldave, débarqué dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve en 2009 et qui habite aujourd'hui Repentigny.

Victor Rusu n'avait que cinq ans, lorsque lui et ses parents ont quitté la Moldavie, un pays voisin de la Roumanie et de l'Ukraine. Ils ont alors délaissé ces paysages rappelant la région française de la Bourgogne pour s'installer dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, connu pour ses salons de coiffure et ses logements décrépis. Pour eux, c'était pourtant pour le mieux.

Mercier-Hochelaga-Maisonneuve est une terre d'accueil pour de nombreux arrivants. Pour la famille Rusu, s'installer dans ce quartier était une bonne façon de s'intégrer au Québec. Alors que la ville de Côte-Saint-Luc compte une population moldave considérable, c'est tout de même dans cet arrondissement du sud de la métropole que la famille Rusu a décidé de s'établir.

«Je veux m'intégrer le plus possible dans mon pays d'accueil», explique Victor Rusu,

15 ans plus tard. Il vit aujourd'hui sur la Rive-Nord de la métropole. «Lorsque j'habitais dans "Hochelag", il y avait beaucoup d'immigrants qui venaient de partout à travers le monde. Ça nous obligeait à parler en français, ça m'a beaucoup aidé», estime-t-il.

Ahmed Sarni, jeune homme originaire d'Algérie qui habite maintenant Ahuntsic-Cartierville, partage cet avis. «Je ne ressens pas du tout le besoin d'habiter dans le quartier maghrébin», ajoute celui qui étudie les statistiques à l'Université de Montréal.

«Tout comme mes parents, je me sens québécois», renchérit celui qui est arrivé à Montréal en 2001, alors qu'il avait lui aussi 5 ans. Lui et sa famille ont d'abord résidé dans le quartier Montréal-Nord pour ensuite migrer vers Saint-Michel.

Pour la docteure en sociologie et professeure-chercheuse titulaire à l'INRS-Urbanisation Culture Société Annick Germain, le

VOIR EN PAGE 14 : QUARTIERS

Notre dossier sur l'immigration
De prisonnier politique à professeur page 6
Le déplacement des Inuits page 6
Diplômés recalés page 7
La visibilité du Petit Maghreb page 7



MYRIAM EDDAHIA L'ATELIER

Le Quartier chinois à Montréal

ACTUALITÉS

La CAQ contre l'intimidation à l'école

La CAQ souhaite modifier des mesures visant à lutter contre l'intimidation à l'école avec la création d'un bureau du protecteur de l'élève entièrement indépendant des commissions scolaires. Cet organisme, qui relèverait du ministère de l'Éducation, remplacerait les différents postes de protecteur de l'élève actuellement en place. Selon le parti, cela favoriserait un traitement plus «équitable» des plaintes des parents et élèves voulant dénoncer des actes d'intimidation. Le protecteur de l'élève devrait bénéficier de pouvoirs élargis pour assurer un traitement impartial et cohérent des plaintes. Jean-François Roberge et Lise Lavallée déplorent que les protecteurs de l'élève «soient à la merci» des commissions scolaires avec un «mince» pouvoir de recommandation.

La Presse canadienne CL

Legault se dit non élitiste

Québec — Le chef caquiste François Legault a déclaré mardi qu'il ne fait pas partie de l'élite financière, contrairement à ce dont l'a accusé le chef péquiste Jean-François Lisée. M. Legault a dénoncé les «attaques personnelles» du chef péquiste, qui a révélé, la semaine dernière, qu'il vendait sa maison d'une valeur de 4,9 millions de dollars à Outremont. Selon le chef caquiste, cette charge s'est retournée contre M. Lisée, lui-même propriétaire d'une maison valant 1,1 million de dollars. Dans une conférence de presse, M. Legault a répété que ses adversaires sont loin des préoccupations de la population, qui souhaite des baisses d'impôts, parce qu'ils appartiennent à l'élite. «Il y a une certaine élite qui est loin des préoccupations des Québécois, puis j'inclus M. Lisée et M. Couillard, et je ne m'inclus pas là-dedans», a-t-il dit. M. Legault a estimé que sa situation personnelle, après avoir obtenu «une dizaine de millions» pour la vente de sa participation dans l'entreprise Air Transat qu'il a fondée, ne correspond pas à sa définition de l'élite financière.

La Presse canadienne SL

Rencontre ministérielle sur le climat

Ottawa — Le premier ministre Justin Trudeau a confirmé la convocation, à Ottawa, le 9 décembre, des premiers ministres des provinces et des territoires, mais aussi des dirigeants des Premières Nations, des Inuits et des Métis, pour discuter d'environnement. Lors de leur précédente rencontre fédérale-provinciale, le 3 mars dernier, les premiers ministres avaient lancé les travaux pour élaborer un «cadre pancanadien» en matière de «croissance propre et de changements climatiques». Dans un communiqué publié mardi, le gouvernement fédéral a indiqué que, lors de cette prochaine rencontre, «les premiers ministres chercheront à finaliser ce cadre et à confirmer les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.» Avant cette conférence, les chefs des Premières Nations, des Inuits et des Métis seront invités à donner leur point de vue sur cette éventuelle stratégie nationale en matière de lutte contre les changements climatiques.

La Presse canadienne AGD

PLATEAU-MONT-ROYAL

Les locations temporaires d'Airbnb sont une «catastrophe» pour les résidents

CATHERINE CHARRON

«Airbnb, c'est une catastrophe pour les locataires.» C'est ce qu'a déclaré Martin Blanchard du Comité logement de la Petite-Patrie sur la transformation de plus en plus de logements du Plateau-Mont-Royal et de Rosemont-La Petite-Patrie en gîtes touristiques.

Mardi, les comités logement de ces deux arrondissements ont publié chacun leur recherche sur l'impact de l'hébergement touristique sur les parcs de logements locatifs. Menées séparément, ces deux analyses affirment que ce type de location, proposé par la plateforme américaine Airbnb, a un impact direct sur la diminution de l'offre d'appartements dans leurs arrondissements respectifs. Selon les données recensées par le Comité logement du Plateau-Mont-Royal, 60,1 % des endroits disponibles pour une location en mai 2016 à Montréal sur ce site sont des logements complets. 64,5 % des logements offerts au même moment sont disponibles pendant plus de 90 jours. Ces appartements ou maisons ne sont donc plus accessibles pour des personnes désirant s'y installer pour y vivre. La demande pour habiter dans cet arrondissement, elle, est toujours aussi forte. Martin Blanchard soutient que cela «créé le principe de l'offre et la demande. Les loyers augmentent parce qu'il y a moins



SANDRINE GAGNÉ-ACOUOLON L'ATELIER

Plusieurs logements du Plateau-Mont-Royal sont utilisés à des fins de locations temporaires.

d'appartements disponibles.»

L'appât du gain convainc parfois des propriétaires d'expulser leurs locataires pour transformer leurs logements en gîte touristique. C'est ce

contre quoi deux résidentes d'un immeuble résidentiel du Plateau-Mont-Royal se sont battues devant la justice à l'automne 2016. Leur bailleur, qui a acheté l'immeuble en 2014, a

tenté à plusieurs reprises de se débarrasser d'elles, pour soi-disant convertir leurs appartements en un seul. Idem pour les appartements de l'étage du haut. Lorsque les locataires du dessus ont déménagé, les appartements ont été rénovés séparément, puis ont été loués sur de courtes durées. «Donc oui, on demandait à rester dans nos logements, car on ne croyait pas en son projet. On savait qu'il voulait juste nous mettre dehors, car on ne payait pas cher», explique l'une des deux plaignantes. Un dossier solide, contenant notamment une facture pour la location d'un des logements au-dessus de leur grâce à Airbnb, a convaincu la Régie du logement de donner raison aux deux locataires afin qu'elles puissent garder leurs appartements.

Le loyer, lui, a été augmenté, passant de 593\$ à 626\$ par mois. «Je réalise que je paie encore peu cher pour un trois et demi sur le Plateau. D'où le fait qu'il [son propriétaire] veuille me mettre dehors pour le louer 2-3 fois le prix», souligne-t-elle.

Lourd processus

Pour remédier à cette nouvelle dynamique que créent les plateformes d'hébergement comme Airbnb, le gouverne-

ment du Québec a adopté en décembre 2015 la loi 67. Celle-ci a notamment clarifié le terme d'«hébergement touristique», mis en place plus d'inspecteurs sur le terrain et augmenté le seuil des amendes, qui peuvent maintenant atteindre 25 000\$. Toutefois, les délais d'exécution alourdissent le processus pour assurer le respect de cette loi. Plaintes, formulaires et nombreux avis sont nécessaires avant qu'un inspecteur ne pose le pied dans un lieu qui ne respecte pas la législation.

«Les loyers augmentent parce qu'il y a moins de logements disponibles.»

Le manque de communication entre les différentes instances qui régissent ce règlement est aussi l'un des facteurs qui freinent une meilleure surveillance, selon Philippe T. Desmarais du Comité logement du Plateau-Mont-Royal. C'est au gouvernement du Québec que revient la tâche de promulguer des lois plus sévères, puisque la législation actuelle ne réussit pas à régler le problème Airbnb, croit-il. La Ville de Montréal doit pour sa part prendre des actions concrètes dans ce dossier, sur le zonage urbain par exemple. Il faut «arrêter de transformer nos logements en gîtes touristiques» au détriment des locataires juge, Martin Blanchard.

L'Atelier

La dépression saisonnière, une maladie typiquement «nordique»

LAËTITIA RATTIER

L'arrivée de l'automne signifie pour beaucoup le début de l'hibernation au chaud, mais pour d'autres, la réalité est bien plus contraignante puisqu'elle s'accompagne d'une dépression saisonnière.

Aussi appelée trouble affectif saisonnier, la dépression saisonnière touche de 2 à 3 % de la population canadienne. Cette condition est attribuable à la baisse majeure de luminosité. Une récente étude de l'Université Brigham Young en Utah explique que le taux de luminosité dans une journée aurait plus d'impact sur le moral que le temps qu'il fait.

L'auteur de l'étude, Mark Beecher, explique dans un communiqué de presse que «lors d'un jour nuageux ou pollué, les gens ont l'impression d'être plus stressés et pourtant ce n'est pas ce qu'on remarque. C'est véritablement l'ensoleillement au cours de la journée, plus précisément le temps entre le lever et le coucher du soleil, qui a des conséquences directes sur l'humeur.»

Une fois envoyés au cerveau, les rayons lumineux, transformés en signaux électriques, ont un impact sur les neurotransmetteurs. Un de ceux-ci, la sérotonine, aussi appelée «l'hormone du bonheur», régule l'humeur et gouverne la production de la mélatonine, l'hormone responsable des cycles veille-sommeil. La sécrétion de cette dernière est inhibée durant le jour et stimulée durant la nuit. Le manque de lumière peut donc



SANDRINE GAGNÉ-ACOUOLON L'ATELIER

La dépression saisonnière peut entraîner une humeur déprimée, une baisse d'énergie et de la somnolence.

entraîner des dérèglements hormonaux assez importants pour être lié à la dépression.

Parmi les nombreux symptômes qui caractérisent la dépression saisonnière, on retrouve une humeur déprimée, une baisse d'énergie, de la somnolence, une augmentation de l'appétit ainsi qu'une diminution de l'intérêt et de la motivation.

Différents remèdes

Plusieurs solutions ont été apportées à ce problème, dont la luminothérapie. Se-

lon la majorité des spécialistes, des séances de luminothérapie de 30 minutes par jour permettraient de réduire le niveau de stress et d'améliorer l'humeur.

Selon une autre étude menée par un psychologue de l'Université Duke en Caroline du Nord, l'activité physique serait un remède à la dépression hivernale, mais aussi un cercle vertueux. En effet, l'activité physique entraînerait un bien-être qui, lui, pousserait à vouloir rester actif. Dans une entrevue accordée au journal

Métro, la psychologue Nancy Poirier conseille de «marcher à l'extérieur de 20 à 30 minutes le matin ou sur l'heure du midi pour bien commencer la journée» et atténuer les symptômes.

Alors qu'elle est caractéristique des pays du Nord, la dépression saisonnière est quasi-absente en Islande. L'alimentation riche en poisson de l'île et le fait que ses habitants soient très actifs l'hiver expliqueraient cette exception.

L'Atelier

SANTÉ MENTALE

Aide à la recherche à Québec

MARIE-HÉLÈNE HÉTU

Québec a annoncé une aide de 24 millions de dollars pour la recherche en santé mentale dans la capitale.

Le Centre de recherche de l'Institut universitaire en santé mentale de Québec (CRIUSMQ) recevra une aide financière de 24 millions de dollars du gouvernement afin d'accomplir son projet d'aménagement de laboratoires et d'acquisition d'équipements pour la Chaire d'excellence en recherche du Canada en neurophotonique.

La neurophotonique est l'étude des cellules par l'utilisation des photons, des unités quantiques de lumière. Les chercheurs du CRIUSMQ cherchent à développer de nouvelles techniques optiques qui pourraient aider à dépister les dangers de maladies mentales chez les enfants.

En observant les biomarqueurs d'enfants à risque, on pourrait dépister les troubles avant qu'ils ne se développent complètement et deviennent réellement problématiques.

Les espoirs liés à ces travaux sont grands. Les maladies d'Alzheimer et de Parkinson figurent parmi la liste de problèmes de santé auxquels on compte s'attaquer avec ces innovations.

Après une décennie d'efforts dans le but d'appliquer l'optique-photonique à l'étude du cerveau, la prestigieuse Chaire a été décernée à l'Université Laval en 2012.

L'Atelier

ACTUALITÉS

FEMMES EN POLITIQUE

Comblant le vide

Québec donne 200 000\$ pour encourager les femmes en politique

MARIE-HÉLÈNE HÉTU

Un petit pas pour la femme, un grand pas à faire pour les municipalités. Québec donne 200 000 \$ au Groupe Femmes, Politique et Démocratie pour amener les femmes en politique municipale à l'aide de formations et d'ateliers de sensibilisation.

Selon le Conseil du statut de la femme, seulement 17 % des maires du Québec ont une femme à leur tête alors qu'au niveau provincial, la proportion d'élus plafonne à 30 % depuis plusieurs années.

Le problème est tel que le bureau du Directeur général des élections du Québec s'est penché sur la question en 2014 et a recommandé la mise en œuvre de plusieurs mesures incitatives pour instaurer une réelle égalité de fait.

Loin d'être simple, la situation est due à plusieurs facteurs qui, ensemble, créent un effet rébarbatif.

Selon Allison Harell, titulaire de la Chaire de recherche UQAM en psychologie politique de la solidarité sociale, «la politique apparaît souvent comme un champ masculin avec des normes et une culture conflictuelles».

Même si, selon elle, les femmes sont intéressées par la politique municipale, «la socialisation genrée fait que souvent, elles ont plus de difficulté à prendre de tels rôles.»

En 2015, le Conseil du statut de la femme recommandait dans un avis l'instauration d'une zone paritaire obligatoire. Les partis qui présenteraient moins de 40 % de candidats de sexe féminin s'exposeraient à des amendes.

Toutefois, en dehors des grandes villes, les postes d'élus municipaux sont disputés entre des individus et non pas des partis puisque les gouvernements sont plus petits. Les maires et mairesses doivent souvent trouver un second travail, car les tâches politiques ne suffisent pas pour subvenir à leurs besoins.

Pour Liliane Côté, conseillère stratégique au Conseil, les

raisons de l'absence des femmes sont multiples et ne découlent pas d'un rejet par les instances politiques. «D'emblée, une femme va être plus difficile à convaincre», dit-elle.

Fardeau familial

Selon elle, les femmes portent encore le fardeau de l'organisation familiale. De plus, la difficulté de concilier le travail et la famille ainsi que le manque de confiance en soi forment des barrières qui peuvent sembler insurmontables.

C'est pourquoi Liliane Côté accueille de façon positive l'annonce de la ministre de la Condition féminine. Le Groupe Femmes, Politique et Démocratie disposera des sommes pour former des futures candidates et sensibiliser la population afin d'accroître la participation féminine.

«Beaucoup de femmes ne veulent pas, ou ne pense pas à entrer en politique. Les femmes ont tendance à exprimer moins d'intérêt pour la politique formelle, et donc ne se présentent pas aussi souvent que les hommes», explique Allison Harell.

Karl W. Sasseville, attaché de presse de Lise Thériault, affirme qu'en faisant cette annonce — qui s'inscrit dans une stratégie comprenant des partenariats avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités — le gouvernement cherche à accroître la sensibilisation aux femmes en politique à temps pour les élections municipales générales de 2017.

Bien que les femmes forment plus de la moitié de la population du Québec, «cette proportion-là ne transparait pas au sein des instances politiques municipales. Donc, on sait qu'il y a un pas de plus à faire du côté gouvernemental pour inciter et favoriser la parité», explique-t-il.

Le Groupe Femmes, Politique et Démocratie a donc du pain sur la planche afin de faire tomber les préjugés.

L'Atelier

PROJET MONTRÉAL

Coderre dans le viseur

Valérie Plante et Guillaume Lavoie se projettent vers les élections municipales de 2017

ALEXIS GOHIER-DROLET

Les candidats à la chefferie de Projet Montréal ont participé mardi au dernier débat public avant le vote pour la tête du parti. Malgré leur rivalité, Valérie Plante et Guillaume Lavoie regardent plus loin que le vote du 4 décembre. Ils se préparent pour le véritable défi: battre Denis Coderre à la mairie de Montréal.

«On se concentre sur la grande course», a résumé Craig Sauvé, conseiller municipal qui appuie Valérie Plante. Après près de deux mois de campagne, les deux candidats ont présenté leur plate-forme dans une salle pleine du Centre Saint-Raymond de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Plutôt que de mettre en doute les projets de leur adversaire, ils ont présenté, devant une foule conquise, leur stratégie pour que Projet Montréal évolue de son statut de parti d'opposition officiel.

Défi de taille

La popularité de Denis Coderre et sa visibilité dans les médias sont des obstacles de taille à surmonter pour avoir une chance lors de la campagne pour la mairie de Montréal en 2017.

«Ce qu'on doit faire, c'est montrer notre crédibilité, notre contraste avec Denis Coderre, a affirmé Mme Plante. Nous sommes rigoureux, il ne l'est pas. Nous sommes transparents, il ne l'est pas.»

Guillaume Lavoie, quant à lui, veut montrer aux habitants de Montréal les mauvaises décisions du parti au pouvoir. «J'ai hâte d'avoir Denis Coderre en face de moi et lui dire qu'il ne fait pas ce qu'il devrait pour la ville», a-t-il avancé.

Marie-Eve Shaffer, journaliste pour le journal *Métro*, a également noté le manque d'expérience des candidats. «Ni l'un ni l'autre n'a été chef [du parti]. Ils



SANDRINE GAGNÉ-ACOLON L'ATELIER

Valérie Plante et Guillaume Lavoie, candidats à la direction de Projet Montréal, lors du dernier débat avant l'élection du 4 décembre prochain

ont des preuves à faire.»

Malgré les difficultés, Craig Sauvé croit que la tâche est réalisable. «Coderre n'est pas imbattable. La barre était basse après Tremblay et Applebaum», a-t-il mentionné. Il n'a pas hésité à faire un parallèle avec l'élection de Donald Trump, qui a défié la plupart des pronostics. «Je n'ai pas peur. Hillary Clinton avait une avance insurmontable», selon les prédictions. Il compare même son histoire à celle de Mélanie Joly, qui avait eu une ascension fulgurante en 2013.

«Course gentille»

Le débat s'est déroulé de façon civilisée, un contraste après les débats américains plus virulents. Mme Shaffer, qui a écrit un portrait de Guillaume Lavoie plus tôt cette semaine, qualifie cette course de «gentille». Selon elle, les candidats ont «des idées qui se rejoignent». À plusieurs reprises pendant le débat, ils se sont lancés des fleurs en mentionnant les bonnes décisions de leur adversaire.

Par l'intermédiaire des

deux opposants, Projet Montréal se dit prêt à passer à la prochaine étape. Le départ de Richard Bergeron, qui avait affecté le parti en 2014, est une chose du passé. «Les médias ne le mentionnent plus. C'est la même chose dans les caucus du parti», a conclu Craig Sauvé.

Les programmes des deux candidats, bien que proposant des solutions différentes, insistent sur les mêmes enjeux: le transport et l'habitation. Pour désengorger les transports en commun du centre-ville, la candidate de Sainte-Marie a le projet ambitieux de créer la «Ligne Rose», une cinquième ligne de dans le système de métros de Montréal. Elle veut également ajouter des pistes cyclables et investir dans les BIXI, favorisant le transport dit «actif».

Guillaume Lavoie, pour résoudre le même problème, propose un projet de covoiturage et la stratégie 10-45. Celle-ci promet notamment le passage d'un autobus toutes les 10 minutes dans les deux directions, et ce, de

6 h du matin à 11 h du soir. Du côté du métro, il trouve le projet de Mme Plante intéressant, mais trop long terme. «Les défaillances techniques sur la ligne orange bloquent la moitié de la ligne. Pour seulement 10 millions de dollars, nous pourrions créer des «witch stations» toutes les trois stations pour éviter ce problème», a déclaré M. Lavoie, conseiller municipal de l'arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie.

Guillaume Lavoie a jusqu'à présent réuni le soutien de 14 membres du caucus de Projet Montréal, contre seulement 8 pour Valérie Plante. Il semblerait que les concurrents aient réussi à stimuler les citoyens, puisque le nombre de membres de Projet Montréal a triplé pendant la campagne, atteignant presque 3000 membres. Le chef du parti municipal sera déterminé dimanche prochain, alors que tous les membres pourront voter.

L'Atelier

Le nouveau modèle de la SRC contesté

Ottawa — L'opposition conservatrice demande à la ministre du Patrimoine canadien, Mélanie Joly, de fermer la porte à l'injection de nouvelles sommes dans CBC/Radio-Canada. La proposition de la société d'État d'abandonner la publicité en échange d'une hausse de son budget annuel de 318 millions a rebondi à la période des questions en Chambre, mardi. Le député de la circonscription ontarienne de York—Simcoe, Peter Van Loan, s'est élevé contre l'idée, faisant valoir que les contribuables ne devraient pas avoir à payer pour le fait que les publicitaires «abandonnent les émissions de CBC». La ministre Joly, qui est responsable de la société d'État, a répliqué qu'elle écoutait toutes les suggestions formulées dans le cadre des consultations sur l'avenir du contenu canadien. Elle a précisé qu'au fil de ces consultations, les Canadiens lui ont signalé qu'ils «aiment Radio-Canada», ce qui a déclenché rires et hauts cris dans les banquettes de l'opposition.

La Presse canadienne DD

PROCÈS CORRIVEAU

La défense prône une peine dans la communauté

SIMON LEFRANC

L'ancien organisateur du Parti libéral du Canada Jacques Corriveau est revenu en cour mardi à la suite de la demande de la Couronne d'une peine de trois à cinq ans de pénitencier. Il est accusé de trafic d'influence, de fabrication de fausses factures et de recyclage de produits de la criminalité.

C'était au tour de l'avocat de la défense, M^e Gérald Soulière, d'y aller de ses recommandations. Il a commencé son plaidoyer en expliquant que les chefs d'accusation étaient trop nombreux dans cette affaire. «Le vrai crime, c'est le trafic d'influence. Les fausses factures n'en étaient qu'un effet. À partir du moment où l'argent est déposé, il est fondu dans le reste du compte. Il ne s'agit pas d'une fraude», a-t-il déclaré.

Il a ensuite plaidé que les avocats de la Couronne voulaient harmoniser la cause de M. Corriveau avec celles des Hells Angels pour les cas de recyclage de produits de la criminalité alors qu'il fallait indi-

vidualiser la poursuite. Il a souligné que les peines d'emprisonnement de cinq ans étaient exceptionnelles.

«Quand j'ai commencé à plaider, on disait qu'un crime économique devait mener à une sentence économique et ça finissait là. Il y a un changement de philosophie dans la justice canadienne. Je ne le critique pas, mais il faut tout de même le souligner», a-t-il dit. M^e Soulière a par la suite déploré la politisation du procès.

La Couronne, selon lui, voudrait demander au juge de condamner M. Corriveau à la prison pour en faire un exemple, car il aurait aidé à augmenter la méfiance et le cynisme des citoyens canadiens à l'égard du gouvernement. L'avocat de la défense a affirmé que son client n'avait pas à se faire juger par l'opinion publique, mais bien par un tribunal.

Il a ensuite plaidé que le trafic d'influence qu'aurait fait M. Corriveau n'aurait pas contribué à augmenter les commandites. Tout ce qu'il aurait fait aurait été d'en-



MARTIN TEMPLAY ARCHIVES LA PRESSE

Jacques Corriveau est un ex-organisateur du PLC.

voyer des commandites à M. Lemay au lieu d'une autre personne. Il a par la suite rappelé que le programme des commandites avait été créé sans l'influence de M. Corriveau par les gens du Parti libéral du Canada qui craignaient de ne pas pouvoir sauvegarder l'unité cana-

dienne. «Quand on a fini d'avoir peur, on dit que la police est venue pour rien», a-t-il conclu.

Le plaidoyer étant terminé, M^e Soulière a expliqué qu'il ne serait pas opposé à ce que l'argent obtenu par le trafic d'influence soit saisi par le tribunal. Cependant, bien que son client

ne soit pas fermé aux travaux communautaires, son âge de 83 ans ne lui permettrait pas d'en faire réellement. Il a expliqué que son client avait déjà assez souffert comme cela de l'opinion publique et qu'il ne survivrait pas à la prison.

«Je pense que la justice du «plus meilleur pays au monde» peut se montrer clémente avec M. Corriveau», a dit M^e Soulière en paraphrasant l'ancien premier ministre Jean Chrétien. Une incarcération dans la communauté serait donc la sentence la plus appropriée selon lui.

La Couronne a alors expliqué que le fait que M. Corriveau tentait de se poser en victime démontrait qu'il n'avait pas de remords par rapport aux actes qu'il aurait commis. «Est-ce qu'une sentence dans la collectivité exprime bien la répulsion de la société pour du magouillage de la sorte?», a demandé M^e Girard.

Les audiences reprendront le 14 décembre.

L'Atelier

ACTUALITÉS

PROJET DE LOI 62

À visage découvert

Des femmes musulmanes s'opposent au voile intégral

LEÏLA JOLIN-DAHEL

Des femmes de la communauté musulmane de Montréal estiment que les services publics doivent être donnés et reçus à visage découvert. Cette prise de position survient au cœur des discussions entourant le projet de loi 62 du gouvernement Couillard visant à encadrer les demandes d'accommodements des minorités religieuses et à établir la neutralité de l'État.

«Le minimum des choses, dans un pays avec une extrême liberté, c'est de vivre un peu au milieu des choses. On ne te demande pas de te dénuder. Porte ton voile, porte-le de la manière dont tu le souhaites, mais le minimum, c'est que l'on doit pouvoir reconnaître qui tu es», a expliqué à L'Atelier Nachwa Ghorayeb en ajoutant que le fait de couvrir le reste de son corps était «déjà assez».

D'origine égyptienne, la mère de famille de 32 ans a grandi au Canada. Elle ne porte aucun signe religieux, bien qu'elle soit de confession musulmane. Elle a souligné que, même si les risques sont faibles, le gouvernement devrait exiger que le visage soit découvert, pour des raisons de sécurité.

«On ne sait pas qui se cache derrière cela [le niqab ou la burqa]. Je trouve que l'important, avant tout, c'est la sécurité. On est rendu dans un monde tellement vaste avec des personnes dangereuses, avec des personnes qui veulent faire du mal, avec des personnes en qui tu ne peux

pas avoir confiance», a-t-elle avancé.

Le chercheur en sciences des religions à l'UQAM Frédéric Castel connaît bien la communauté musulmane, qu'il côtoie sur le terrain depuis une quinzaine d'années. Selon lui, la burqa et le niqab ont une mauvaise réputation, même chez les musulmans. «La burqa, s'il vous plaît, oublions ça», a-t-il martelé en affirmant qu'il n'en avait jamais vu au Québec. Il ajoute que ce type de vêtement est surtout porté dans les milieux intégristes. «Cela empêche les femmes de travailler et crée une forme de problème», a-t-il expliqué en soulignant qu'il s'agissait d'une «goutte d'eau dans l'océan de l'islam québécois».

Même son de cloche chez Carmen Chouinard. Québécoise «pure laine», elle s'est convertie à l'islam en 2000. Depuis, elle porte le hijab, ce foulard qui recouvre la tête en laissant le visage découvert. «Le fait de cacher son visage n'est pas religieux, cela n'a rien à voir avec la religion musulmane», a-t-elle avancé. Elle estime que, si les gens sont libres de porter ce qu'ils veulent où ils le désirent, il devient nécessaire de montrer son visage dans certaines circonstances.

Porter le foulard

Selon M.Castel, il serait difficile de légiférer sur la base de l'égalité homme-femme, car c'est une «question délicate». Il estime toutefois que le niqab et la burqa pourraient être interdits pour des raisons de sécurité. «Quand on est dans l'objectif, dans un point de vue



MYRIAM EDDAHIA - L'ATELIER

Tassbih El Alaoui, une jeune musulmane et étudiante à l'UQAM fière de ses croyances

rationnel, ça peut se défendre. Pour des raisons sécuritaires ou identitaires, c'est beaucoup plus facile à justifier sur le plan législatif. Par contre, au niveau moral, c'est un autre univers», a-t-il avancé.

«Elle est où, ma liberté en tant que femme, si je dois enlever mon voile pour avoir un poste ou pour travailler?» a demandé Mme Ghorayeb. Même si elle ne porte aucun signe religieux, elle croit que le fait d'obliger les femmes à enlever leur hijab viendrait brimer la qualité de vie des femmes qui le portent.

«Ce n'est pas au père, ni à la mère, ni au gouvernement d'imposer ou de ne pas imposer ce port. Cela reste une question personnelle entre la croyante et son créateur», a déclaré Mme Chouinard. Selon

elle, les femmes qui choisissent de porter le foulard le font pour des raisons de «pudeur».

«Quel est le rapport entre mon foulard et l'égalité homme-femme? Pour moi, cela n'a aucun rapport», a-t-elle affirmé. «Il y a des gens qui disent que mon foulard est un drapeau islamiste, une revendication politique. Je n'ai pas de revendication politique. Mon foulard est purement et simplement une revendication de pudeur religieuse, point à la ligne», a-t-elle affirmé.

Les députés de l'Assemblée nationale ont voté en majorité pour l'adoption du projet de loi 62 le 15 novembre dernier. Le projet de loi sera bientôt étudié par la Commission des institutions.

L'Atelier

DÉLAIS JUDICIAIRES

L'attente innocente des accusés

PHILIPPE LÉGER

La ministre de la Justice, Stéphanie Vallée, s'est dite «préoccupée» par les 222 procès qui pourraient avorter en raison des délais trop longs en justice.

Hier, la porte-parole péquiste en matière de justice, Véronique Hivon, avait pressé la ministre de la Justice d'utiliser la clause dérogatoire afin d'éviter les balises fixées par l'arrêt Jordan. Cette décision de la Cour suprême du Canada indique qu'un accusé doit avoir droit à un procès avant 18 mois à la Cour du Québec et 30 mois à la Cour supérieure. Or, de nombreuses procédures judiciaires sont susceptibles d'avorter en raison de délais déraisonnables.

«Nous faisons face à une crise sans précédent. De nombreux procès comme celui du maire de Mascouche et celui du maire Vaillancourt sont en train de dérailler», a indiqué Véronique Hivon lors de la période de questions à l'Assemblée nationale.

Le recours à la clause dérogatoire, qui permettrait au gouvernement du Québec de se soustraire à la décision de la Cour suprême, n'a d'ailleurs pas été exclu par la ministre Vallée. «Mon but premier n'est pas de

mettre de côté des droits, mais on n'exclut rien et on évalue toutes les possibilités.»

La ministre de la Justice estime cependant qu'il y a d'autres avenues pour décongestionner le système de justice. Elle a d'ailleurs annoncé l'embauche d'une quinzaine de procureurs et demandé une multiplication des vidéoconférences pour la simple comparution d'accusés.

Procès avorté?

Après l'avortement du procès d'un des membres des Hells Angels, Salvatore Cazzetta, et la demande d'arrêts en procédure de sept coaccusés du procès visant l'ancien maire de Mascouche, Richard Marcotte, Stéphanie Vallée a refusé de commenter le cas de Gilles Vaillancourt.

L'ancienne candidate à la chefferie du Parti québécois, Véronique Hivon, estime cependant qu'une «crise de confiance énorme» pourrait subvenir envers le système de justice si les procédures envers l'ex-maire de Laval devaient être arrêtées.

Depuis la décision de la Cour suprême en juillet dernier, 153 requêtes en arrêt des procédures ont été déposées au Québec.

L'Atelier



MYRIAM EDDAHIA - L'ATELIER

Au palais de justice de Montréal, les délais s'allongent.

La CAQ refuse à Couillard de fêter Castro

La Coalition Avenir Québec (CAQ) a refusé mardi une motion qui devait être présentée par le premier ministre Couillard pour souligner le décès de l'ex-président cubain Fidel Castro. La motion libérale proposait que l'Assemblée nationale offre ses condoléances au gouvernement et au peuple cubain et «souligne la mémoire de ce personnage marquant du XXe siècle». Un porte-parole de l'aile parlementaire caquiste, Samuel Poulin, a expliqué qu'il n'était pas souhaitable que les élus envoient pareil message sur la scène internationale. M. Poulin a expliqué que la CAQ juge que Fidel Castro était un dictateur qui «a sévèrement affligé son peuple». Selon les caquistes, l'Assemblée nationale n'a pas à observer une minute de silence «en l'honneur de Castro». Le texte de la motion proposait que les élus québécois, «en ce moment de deuil pour des millions de Cubains», saisissent l'occasion de réaffirmer la volonté du Québec de raffermir ses liens avec le peuple cubain par le développement de partenariats en économie, en culture et en éducation. Le Parti québécois s'est dit enclin à accepter la motion avec quelques modifications

La Presse canadienne CL

Difficile de recruter des femmes dans l'armée

Ottawa — Les Forces armées canadiennes (FAC) ne sont pas parvenues à attirer davantage de femmes au sein de leurs rangs, relève le vérificateur général dans un rapport déposé mardi en Chambre. L'objectif d'augmenter la représentativité féminine de 1 % par année n'a pas été atteint dans la période visée par l'audit du bureau de Michael Ferguson, entre avril 2014 et mars 2016. Le plan des FAC n'a pas progressé puisqu'aucune mesure concrète n'a été adoptée pour atteindre la cible, selon le rapport. Et sans efforts plus concertés, les FAC resteront considérablement en deçà de leur objectif en matière d'équité d'emploi, prévient l'agent du Parlement. Le ministère de la Défense accepte le constat et souligne que des initiatives ont déjà été mises de l'avant ou le seront en 2016 et que d'autres suivront en 2017 pour atteindre leur but. Le constat de M. Ferguson est formulé au lendemain de la publication d'un sondage accablant de Statistique Canada sur les inconduites sexuelles, dont les femmes sont plus souvent victimes, dans les Forces armées canadiennes.

La Presse canadienne LJD

MONTRÉAL

2,7 millions pour les églises

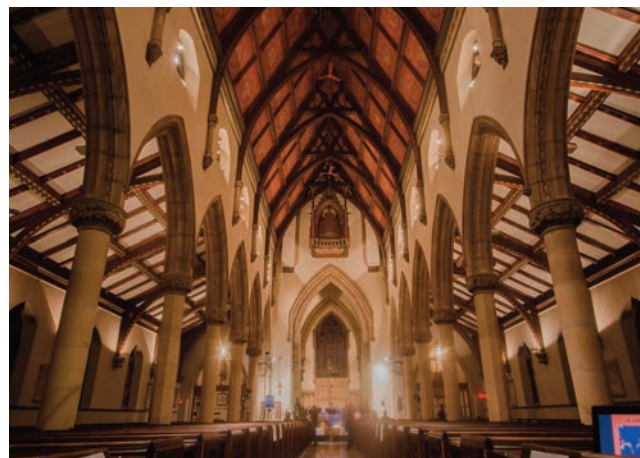
L'aide gouvernementale totalise 10 millions de dollars pour la restauration du patrimoine religieux au Québec

JULIEN RUDÉRIC

Le ministre de la Culture et des communications, Luc Fortin, a annoncé hier une aide financière d'environ 2,7 millions de dollars pour la restauration d'édifices religieux de la région de Montréal. Ce montant fait partie d'un budget plus large de 10 millions de dollars sur l'ensemble du Québec, donné par le gouvernement pour l'année 2016/2017.

Le ministre en a fait l'annonce à la maison de Mère d'Youville, l'ancien hôpital général des Sœurs-Grises, en présence de certains représentants des projets choisis pour les restaurations. L'édifice a d'ailleurs reçu 552 500\$ d'aide pour la rénovation d'un mur extérieur, dont les pierres se détachent, et de la salle des archives.

La sœur Aurore Larkin, supérieure de la congrégation des Sœurs-Grises, a insisté sur l'intérêt porté par le gouvernement pour «l'avenir des œuvres charitables et du patrimoine religieux. Nous espérons poursuivre la collaboration avec le ministère et la Ville, et ces premières subventions prouvent que l'importance du



SANDRINE GAGNÉ-ACOUOLON - L'ATELIER

La cathédrale Christ Church à Montréal

patrimoine est reconnue.»

C'est en substance ce que Luc Fortin a souligné au moment de l'annonce : «Le patrimoine religieux est un enjeu important pour notre gouvernement. On veut en prendre soin pour le léguer aux générations futures, pour entretenir le souvenir de mémoire.»

Attrait touristique

À l'heure de choisir comment distribuer les subven-

tions accordées, le ministère s'appuie notamment sur l'aide du Conseil du patrimoine religieux du Québec. Jocelyn Groulx, directeur de cet organisme à but non lucratif, précise la fonction du Conseil : «Nous recevons les demandes de tout le Québec concernant les besoins de préservation, puis nous les évaluons et transmettons nos rapports au ministère. Dans les principaux critères de choix, il y a la valeur du patrimoine religieux,

l'urgence des travaux mais aussi l'attrait touristique.»

Concernant ce dernier point, M. Fortin propose un comparatif avec le Vieux Continent. «On visite l'Europe pour ses châteaux. Ici, les églises font partie du produit d'appel au tourisme. Par exemple, à Montréal, elles sont la signature d'une valeur touristique importante. La préservation de ce patrimoine passe aussi par la volonté de l'accessibilité des monuments au public.»

Au moment d'aborder la question du montant alloué, le ministre avoue cependant une certaine lacune. «Lors de notre consultation culturelle cet été, nous avons pris conscience de l'importance de l'implication à fournir dans la préservation du patrimoine religieux, explique-t-il. Nous en sommes conscients, mais les ressources ne sont pas disponibles.»

Dès lors, le ministre n'envisage pas de dépasser le montant alloué de 10 millions de dollars au cours de la prochaine année. «Les Québécois ne sont peut-être pas prêts à payer plus.»

L'Atelier

ACTUALITÉS

PRÉSUMÉ TERRORISTE

Entourage infiltré

La sécurité nationale avait Ismaël Habib à l'œil depuis des mois

JESSICA CHARBONNEAU-VAUDEVILLE

Des agents de la sécurité nationale avaient infiltré pendant des mois le quotidien du Montréalais Ismaël Habib, premier adulte canadien jugé pour avoir, selon la Couronne, tenté de quitter le pays pour commettre des actes terroristes à l'étranger.

C'est ce qu'ont révélé à la Cour du Québec mardi, sous couvert de l'anonymat, deux agents d'infiltration impliqués dans le dossier de l'homme de 29 ans soupçonné d'avoir été influencé par la propagande en ligne du groupe armé État islamique (EI).

Sous le nom de code suggéré par la Cour, AI1 (pour agent d'infiltration 1) avait pour objectif de «devenir ami» avec l'accusé, créant ainsi des liens lui permettant, lui et son équipe, d'approcher le présumé terroriste et de participer à des rencontres avec des collaborateurs.



Ismaël Habib

Sous prétexte d'avoir fui Ottawa à la suite de violences faites à sa femme, AI1 parvient à se rapprocher de l'accusé en novembre 2015, qui, lors de conversations générales, vante le partage et l'importance des liens familiaux dans la religion musulmane. Selon l'agent infiltré, Habib était courtois et ne laissait présager aucune méchanceté.

S'enchaînent ensuite rendez-vous et rencontres avec le présumé terroriste entre novembre 2015 et janvier 2016 dans un appartement de la GRC ainsi que dans plusieurs commerces de Montréal des quartiers Saint-Léonard et du centre-ville. On apprend, par ailleurs, lors du second témoignage, que cinq autres policiers étaient également impliqués au sein de l'opération d'infiltration de la GRC.

Les rapprochements progressifs des agents avec Habib leur ont permis d'obtenir des confidences personnelles de l'accusé: Ismaël Habib a une femme et deux enfants en Algérie, en plus d'avoir eu plusieurs problèmes de drogues

par le passé. «Il m'a confié avoir abusé d'amphétamines, d'ecstasy et de cocaïne. Manquant d'air, il est sorti dehors et aurait dit à Allah que s'il le savait, il se vouait à lui», relate l'agent AI1.

Entraide calculée

AI2 aurait plus tard aidé Habib, qui ne pouvait quitter le territoire canadien car la GRC avait saisi son passeport en 2015 un an après son arrestation en Turquie, à se procurer un faux passeport. L'agent était accompagné d'Habib lorsqu'il est allé chercher trois passeports vierges, fournis par une collègue jouant le rôle d'une employée corrompue de Passeports Canada. La femme a remis les documents de voyage cachés dans une boîte de souliers. «J'aimerais ça avoir des souliers comme ça», aurait déclaré Habib à AI2 après avoir vu le contenu de la boîte.

Ismaël Habib, accusé par la Couronne d'avoir tenté de quitter le pays pour participer à un groupe ou des activités terroristes et d'avoir délivré une fausse déclaration d'identité en vue d'obtention d'un passeport, avait déjà tenté d'obtenir un passeport au nom de son frère, Samy Mohammed Habib, au bureau des passeports de Laval le 9 juin 2014. Il avait aussi été arrêté en février dernier pour violence conjugale sur sa conjointe de l'époque qui aurait alerté les policiers de Gatineau, car il la menaçait de la faire exploser dans sa voiture avec son fils. Son ex-conjointe avait également alerté les policiers à propos de sa présumée obsession pour le groupe armé État islamique, dont il suivait selon elle les moindres faits et gestes.

Deux enquêteurs, une employée de Passeport Canada et l'ex-conjointe d'Ismaël Habib ont témoigné en début de semaine devant la Cour du Québec. La poursuite du contre-interrogatoire se fera jeudi matin, suivi du témoignage d'AI3, le troisième agent d'infiltration, au Palais de justice de Montréal.

L'Atelier

L'EI revendique l'attentat de l'Ohio

L'organisation terroriste État islamique a revendiqué mardi l'attaque d'Abdul Razak Artan, un étudiant d'origine somalienne qui a fait 11 blessés sur le campus de l'Université d'État de l'Ohio la veille. Le jeune homme de 18 ans a foncé en voiture sur des passants avant d'attaquer d'autres personnes avec un couteau de boucher. Mardi, quatre victimes étaient toujours hospitalisées dans la ville de Columbus. Vingt-quatre heures après les faits, l'agence de propagande du groupe terroriste (Amaq) a indiqué que l'assailant, abattu par un policier, a «mené son opération en réponse aux appels à cibler les citoyens de pays de la coalition internationale» qui combat les djihadistes en Irak et en Syrie. La revendication ne précise toutefois pas s'il s'agit d'un acte commandité ni si l'auteur de l'attentat s'était radicalisé seul. Selon les enquêteurs, le mode opératoire ressemble à celui d'un terroriste isolé, comme cela a été le cas pour l'auteur de l'attentat dans la discothèque d'Orlando, qui a tué 49 personnes. «Je n'en peux plus. Amérique! Nous ne vous laisserons pas en paix tant que vous ne laissez pas les musulmans en paix», avait déclaré Artan sur son compte Facebook. Né en Somalie, il résidait légalement aux États-Unis avec sa famille depuis 2014. Selon les enquêteurs, Artan aurait séjourné au Pakistan pendant sept ans. Ce n'est pas la première fois que l'EI trouve des recrues provenant de la communauté somalienne américaine. En septembre, un Somalien américain avait attaqué dix personnes dans un centre commercial du Minnesota.

La Presse canadienne CM

DOPAGE SCOLAIRE

L'usage du Concerta banalisé à l'UQAM

MAUDE FRASER JODOIN

«Je voulais m'aider à arriver à temps pour une certaine bourse.» En deux semaines, Martin a consommé 12 doses de Concerta pour la rédaction d'un résumé de son mémoire de maîtrise, alors qu'il ne possède aucune prescription pour ce médicament, une pratique qui inquiète peu l'administration de l'Université du Québec à Montréal.

Ce dernier a acheté les doses de Concerta d'un ami qui lui vend «2\$ la pilule», a-t-il confié à L'Atelier.

Le Concerta, tout comme le Ritalin, est une marque qui désigne le médicament connu sous le nom générique méthylphénate, un stimulant du système nerveux qui se rapproche d'un point de vue pharmacologique des amphétamines.

Dopage «honnête»

Pour cet étudiant à la maîtrise, cette pratique n'est en rien de la tricherie. «Je ne suis pas de cette école-là qui dit que ça s'apparenterait à du dopage académique», affirme-t-il. Pour lui, sa consommation est un avantage comme un autre, qu'il compare à celui de bien manger. Il est évident, selon lui, que les étudiants qui mangent à leur faim sont avantagés par rapport à ceux qui ne peuvent se rassasier. «Oui c'est un privilège, mais pas de la triche.»

Alors que la semaine des cycles supérieurs bat son plein à l'UQAM, la responsable des services à la vie étudiante, Maria Dolores Otero, est peu inquiétée par ce phénomène. «Il n'y a rien dans les politiques de l'UQAM qui touche les drogues de performance.» L'UQAM n'encourage pas cette pratique, mais l'univer-



MYRIAM EDDAHIA L'ATELIER

Des étudiants utilisent des médicaments sans prescription afin de se concentrer.

sité ne la perçoit pas non plus comme une forme de tricherie. «Si quelqu'un veut travailler plus longtemps, par exemple 12 heures par jour et qu'il utilise ces substances-là, est-ce que c'est de la tricherie? Pas sûr moi...»

Du 28 novembre au 2 décembre, l'UQAM organise des ateliers et conférences pour encourager les étudiants à s'inscrire au deuxième cycle. Les deux cofondatrices du projet Thèsez-vous?, Sara Mathieu-Chartier et Émilie Tremblay-Wragg, présentent, aujourd'hui, une conférence sur les habitudes de rédaction saine. Leur projet consiste à offrir des retraits de rédactions aux étudiants de 2^e cycle. Sara Mathieu-Chartier affirme que le discours de Thèsez-vous? est à contre-courant de la culture académique actuelle qu'elle trouve très axée sur la performance.

Elle se dit aussi assez convaincue qu'aucun participant n'a jamais consommé de tels médicaments, sans prescription lors des retraites organisées.

Bien que la consommation ne soit pas formellement interdite, les organisateurs comptent sur la bonne foi des participants. «Nous, ce qu'on met de l'avant c'est que finalement on n'a pas besoin de rédiger 12 heures par jour pour être productif et produire quelque chose de qualité, ça peut se faire de façon saine et équilibrée», affirme la candidate au doctorat en science de l'éducation.

Près de 12 heures, c'est la durée des effets associés à la prise de Concerta. Martin a totalement intégré son comprimé à sa routine matinale «C'est la première chose que je fais en me réveillant. Je prends mon Concerta. Je

bois de l'eau de mon verre de table de chevet. Après, je vais faire mon café et mon déjeuner, et quand je mange mon déjeuner, là ça kick in.»

Martin constate que bien que si le Concerta lui permette de rester concentré plus longtemps, il ne lui offre pas nécessairement la discipline escomptée. Parfois, il s'est retrouvé concentré pendant des heures sur un sujet tout à fait hors corpus. «Des fois je vais tellement sauter d'un livre à l'autre que ça va devenir très stressant, palpitant.»

Sara Mathieu-Chartier reconnaît que la consommation de drogue de performance est une dérive réelle. Maria Dolores Otero relève pour sa part la difficulté de l'université à intervenir hors-campus.

Martin, quant à lui, n'a pas l'intention de reprendre de drogues de performance. «du moins pas pour l'instant.»

L'Atelier

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC

«Plus grand scandale immobilier au Canada», selon Lisée

ÉMILE BÉRUBÉ-LUPIEN

Le Parti libéral du Québec (PLQ) est dans l'eau chaude alors que les partis de l'opposition accusent Philippe Couillard d'avoir tenu secret un rapport portant sur le scandale liant les libéraux à la Société immobilière du Québec (SIQ). Jean-François Lisée et François Legault ont révélé mardi matin la teneur de ce document.

En 2008, la SIQ avait vendu deux immeubles à George Gantcheff, le président de Cromwell Management Inc. Alors que l'homme d'affaires n'a pas été en mesure d'honorer ses paiements, le gouvernement libéral a refusé que la Société immobilière du Québec lui reprenne les propriétés, «privant de ce fait les Québécois de dizaines de millions de dollars», selon François Legault. Il est pourtant écrit sur le site web de la compagnie qu'elle vaut un milliard de dollars et qu'elle possède 117 immeubles au Canada. Le chef du Parti québécois, Jean-François Lisée, a affirmé lors de son point de presse qu'en vendant les immeubles, «la SIQ aurait pu faire pour les Québécois un profit de près de cent millions de dollars.»

Dans un communiqué publié par la Coalition avenir Québec (CAQ), il est affirmé que le

gouvernement Couillard est au courant de la situation depuis 2013 et qu'il ne l'aurait pas exposée dans le but de «protéger l'image du Parti libéral du Québec». Lors de la séance de mardi à l'Assemblée nationale, le premier ministre a rejeté cette accusation, affirmant avoir omis de rendre public le rapport dans le but de ne pas gêner l'enquête policière à ce sujet. Il a toutefois ajouté avoir remis le document à l'Unité permanente anticorruption, immédiatement après sa réception.

François Legault a cependant récidivé à l'Assemblée nationale en affirmant que «le gouvernement actuel protégeait la fraude du précédent». Le président de l'Assemblée, Jacques Chagnon, lui a aussitôt intimé de retirer ses paroles. Tout en se gardant d'émettre une critique d'un tel acabit, le caquiste Éric Caire a souligné que 12 des ministres actuels faisaient partie du gouvernement précédent.

Jean-François Lisée a souligné dans son point de presse que Gantcheff avait été favorisé parmi d'autres candidats lors de l'achat des immeubles. Cette information a été reprise dans le communiqué publié par la CAQ, qui précise que l'homme d'affaires a payé 42 millions de dollars de moins que «ce qu'il pensait lui-même devoir déboursé». Cette aubaine n'aura toutefois pas été suffisante,



ACLEPIAS CC

Philippe Couillard est accusé d'avoir caché des documents compromettant l'intégrité de son parti.

Gantcheff se retrouvant en défaut de paiement quelques mois seulement après la transaction. Selon Lisée ce serait «le plus grand scandale immobilier au Canada.»

La SIQ n'est pas au bout de ses peines. Selon des informations obtenues par Marie-Maude Denis, de Radio-Canada, les contribuables québécois auraient financé à raison de 104 000\$, étalonnés sur une période de six ans, le cabinet d'avocats Heenan Blaikie. Cette malversation aurait eu lieu en rai-

son d'une entente signée entre le groupe SOLIM-Accurso (dont l'entrepreneur Tony Accurso fait partie) et la SIQ. À la suite de la publication de ces informations, le gouvernement a chargé la vérificatrice générale d'enquêter sur la vente des trois immeubles étant survenue en 2008.

Les responsables des communications avec les médias du PLQ, de la CAQ et de QS n'ont pas répondu à nos appels.

L'Atelier

IMMIGRATION

Montréal, ville métissée

L'Atelier pose son regard sur une société façonnée par les immigrants

Le choc des Inuits en ville

DOMINIQUE DEGRÉ

Pour Deseray Cumberbatch, étudiante de 25 ans originaire d'Inukjuak, le choc culturel en arrivant à Montréal pour la première fois en 2012 a été total. «Je vivais dans une petite communauté où tout le monde se connaît. Venir à Montréal, une si grande ville, et devoir rencontrer autant de nouvelles personnes dans une classe avec autant de monde m'a vraiment bouleversée après avoir vécu toute ma vie avec mes parents», raconte-t-elle en décrivant ses premiers contacts avec la ville.

Lizzie Tukai demeure à quelques minutes de l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau. Entre les passages bruyants de deux avions au-dessus de son domicile, elle raconte pourquoi elle a fait le voyage de plus de 1400 kilomètres depuis sa communauté natale d'Inukjuak, dans le nord-ouest du Québec. «Mon heure était venue. J'ai toujours voulu retourner à l'école et j'ai finalement manqué d'excuses pour ne pas le faire», relate la mère de 40 ans établie à Montréal avec ses deux filles. Même si elle vient de Kuujuaq, la communauté la plus peuplée du Nunavik, Pamela Stevenson, 21 ans, a elle aussi été complètement déstabilisée par son nouvel environnement. «J'avais peur parce qu'il y a autant de monde au collège John Abbott que dans toute ma communauté. C'était comme aller à l'école avec tout le village», décrit-elle. Le collègue John Abbott compte près de 6500 étudiants tandis que le dernier recensement de 2011 établit à 2375 la population de Kuujuaq.

Partir pour le mieux

Lizzie, Deseray et Pamela font partie de la centaine d'étudiants inuits provenant du Nunavik qui fréquentent présentement les établissements postsecondaires du sud. Les raisons qui poussent les Inuit à quitter leur communauté du nord sont toutefois bien plus diversifiées. L'anthropologue et archéologue spécialisée en artefacts inuits Marie-Pierre Gadoua explique qu'en plus des raisons scolaires, beaucoup d'Inuits viennent aujourd'hui dans la métropole pour des soins de santé ou encore pour fuir les tensions et problèmes sociaux qui peuvent survenir dans les logements parfois surpeuplés du nord.

Selon les données compilées par la Chaire de recherche du

Canada sur la condition autochtone comparée de l'Université Laval, en 2011, près de 34 % des logements du Nunavik étaient de taille insuffisante et plus du quart de toutes les habitations étaient surpeuplées. Le professeur en design à l'UQAM Patrick Evans, qui travaille également sur de nouveaux prototypes de maisons pour le Nunavik, estime qu'il manque près de 900 logements dans le Grand Nord. «Une maisonnée abrite parfois trois ou quatre générations différentes, ce qui crée des tensions dans la maison. Si une personne fait du tort à quelqu'un ou a des problèmes, elle est mise de côté et peu de gens vont chercher de l'aide pour leurs problèmes», raconte Pamela Stevenson, qui a travaillé comme recrue pour le corps de police régional Kativik à Kuujuaq de 2014 à 2016 et qui étudie présentement dans un programme de technique policière.

Retour au bercail

Putuliq Komak, un sans-abri, vit pour sa part depuis près d'une vingtaine d'années à Montréal, où les Inuits représentent 40 % des Autochtones en situation d'itinérance. De façon générale, les Autochtones constituent 0,56 % des habitants de la ville. Comme presque les deux tiers des Inuits qui arpentent les rues de Montréal, il aimerait un jour retourner à Cape Dorset au Nunavut, mais il doit rester au sud pour prendre soin de sa mère. «La plupart de ma famille est dans le Nord et je m'ennuie beaucoup d'elle. Mais si je pars, personne ne pourra s'occuper de ma mère ici», se confie-t-il, la gorge nouée par l'émotion. Ce ne sont pas les itinérants inuits qui ont ce désir de retourner parmi les leurs. Lizzie, Deseray et Pamela veulent toutes ardemment retourner au Nunavik avec les connaissances qu'elles auront acquises durant leur exil dans le sud. «Il y a tellement de choses que je veux voir changer au Nunavik. Il y a beaucoup de potentiel pour améliorer nos vies et je veux faire partie de ce changement et être ce changement. Je veux être la voix des familles et des enfants inuits. Je n'ai aucun doute que je retournerai dans le Nord», affirme la mère, confiante.

L'Atelier
Avec la collaboration
de Guillaume Lepage et
de Samuel Lamoureux



DOMINIQUE DEGRÉ L'ATELIER

Putuliq Komak, un sans-abri inuit qui vit depuis près d'une vingtaine d'années à Montréal



DANIEL GARCIA AGENCE FRANCE-PRESSE

Lors de la dictature militaire en Argentine, de 1976 à 1983, de nombreuses personnes ont été arrêtées arbitrairement. Sur cette photo datant de 1982, un travailleur qui manifestait a été arrêté à Buenos Aires.

PORTRAIT

De prisonnier politique à professeur de chimie

MAUDE PETEL-LÉGARÉ

Après avoir croupi en prison lors de la dictature sanglante en Argentine, Guillermo Pieli, a débarqué à Montréal sans un sou, ne parlant ni l'anglais ni le français. Réfugié politique devenu tour à tour cuisinier, concierge et professeur de chimie, il enseigne aujourd'hui à ses élèves à ne rien tenir pour acquis.

Cet homme élané, vêtu d'un sarrau de laboratoire, ne passe pas inaperçu dans les couloirs de l'école secondaire Villa Sainte-Marcelline. Gestuelle expressive, rire contagieux, yeux pétillants, heureux de pouvoir partager son histoire, cet homme bouillonne pour le changement. «Je suis un révolté dans l'âme, je l'ai toujours été et je le serai toujours!», s'écrie-t-il.

«Je suis allé en prison comme supposé terroriste. Je n'ai jamais été accusé de rien. Je n'ai jamais vu un avocat ni passé devant un juge. C'était les militaires qui avaient le pouvoir absolu», raconte-t-il de la dictature en Argentine de 1976 à 1983.

C'est en mars 1983, accouru d'habits d'été que Guillermo Pieli immigré à Montréal. «J'avais l'air d'un grand tata de 6 pieds parlant comme un enfant», explique-t-il.

Malgré la venue difficile, il ne garde que de bons souvenirs de son pays d'accueil grâce aux sœurs Marcellines. «Quand il est arrivé, on était sa famille. Il était jeune et on l'a aidé comme si c'était notre petit frère», raconte Sœur Anna Rita, qui l'a rencontré dans un sous-sol d'église où elle donnait des vêtements pour les familles dans le besoin. Encore aujourd'hui, les sœurs Marcellines font partie de sa vie quotidienne, entre autres parce qu'il enseigne à la Villa Sainte-Marcelline et puisqu'il a commencé à titre de concierge, ce qui lui a permis de concilier travail et études.

Implication

De janvier 1976 à décembre 1981, il a vécu les six pre-



MAUDE PETEL-LÉGARÉ L'ATELIER

Guillermo Pieli, professeur de chimie à la Villa Sainte-Marcelline

mières années de sa vingtaine dans une prison argentine. «C'est sûr que du point de vue légal, il n'avait aucune raison de me tenir en prison, mais du point de vue complètement arbitraire de leur mentalité, c'était clair; j'étais leur ennemi parce que je voulais le bien commun», explique-t-il.

Impliqué dans l'association étudiante, il dédiait tout son temps aux activités communautaires. «À l'intérieur de l'université, on a mobilisé les étudiants pour changer l'orientation des programmes d'études pour que l'école devienne un outil pour le développement local, régional et national». D'autres activités ont été organisées, telles que des campagnes de vaccinations gratuites dans les bidonvilles du pays. «On a vacciné près de 15 millions de personnes, dit-il. On l'a fait parce qu'on sentait que c'était nécessaire pour le bien-être de nos enfants.»

Il faisait partie de l'organisation politique JUP (Juventud Universitaria Peronista) qui défendait la justice sociale. «Il y avait plus d'une centaine de milliers de jeunes éparpillés dans les universités en Argentine. Je n'ai jamais été péroniste comme tel, mais c'était

la structure qui me convenait le plus», met-il de l'avant. «Le dernier mois avant qu'on me mette en prison, je rentrais clandestinement à l'université pour aller dans les laboratoires parce qu'à la porte, mon nom était inscrit comme un type dangereux».

Grandir en prison

À l'âge de vingt ans, il a vu des personnes mourir, se suicider et devenir folles, mais pour lui, la prison fut un lieu d'apprentissage et de croissance personnelle. «J'ai grandi comme je n'aurais jamais pu grandir dans une vie normale. Quand tu vis au jour le jour, le matin tu te réveilles, et tu réalises que t'es vivant, c'est magnifique. Le futur n'existe pas, tu as juste espoir de le voir venir», raconte-t-il. Dans l'adversité, tu crées des liens avec des gens d'une sincérité, d'une profondeur et d'une empathie. T'es en prison comme l'autre et t'as pitié de lui, et l'autre a pitié de toi.» Le jour de sa libération, il crut qu'il allait mourir. «La porte avait deux espècles de verrous en métal, ils l'ouvraient et cela faisait clang clang. Ils disaient

«préparer vos affaires, vous sortez». Je pensais qu'il y avait quelqu'un qui m'attendait à l'extérieur pour me tuer. C'était loin de la réjouissance», raconte-t-il. Pensant être libre, il s'est vite rendu compte que tous ses gestes étaient surveillés par l'État, rendant sa vie presque impossible à vivre. Il a donc quitté l'Argentine. Parmi la France, l'Allemagne, les États-Unis, le Mexique et le Canada qui lui ont offert un visa de réfugié politique, seul le Canada proposait un billet d'avion, ce qui était pour lui, le seul choix possible. «Tu ne pars pas content pour aller profiter d'un autre pays. Tu pars frustré de ne pas pouvoir rester dans le tien», met-il de l'avant, sourcils froncés.

Le philosophe

Maintenant professeur à la Villa Sainte-Marcelline, il savoure chaque instant de sa vie. «Chaque matin, je suis libre de venir ou pas. Et ça fait 17 ans que je viens [enseigner] avec grand plaisir. Parce que ce travail-là ne me fatigue pas. Il m'alimente», note-t-il. Je sors d'ici avec plus d'énergie que quand je suis arrivé le matin.»

Comme philosophie, l'entraide et l'implication politique sont prioritaires. «C'est ce qui me préoccupe dans la société aujourd'hui. Les jeunes ne sont pas révoltés. Je le dis dans les classes. Ce n'est pas normal qu'un type de 60 ans soit plus volontiers pour le changement que les jeunes», expose-t-il. Ça veut dire qu'à ce moment-là, l'arbre arrête de grandir.» Pour lui, être professeur, c'est la possibilité de souffler un message de révolte, d'espoir et de montrer que chaque jour est une bataille. «Je suis le dictateur de la salle de classe qui travaille sur la plasticité de leur cerveau, dit-il. J'essaie de leur transmettre des raisons vraies de vivre, et non pas des préoccupations de notes, ou autres qui ne remplissent jamais la vie.»

L'Atelier

IMMIGRATION

PORTRAIT

Le regard de Youssef

Rompre avec l'image de la guerre

CHARLOTTE MARTINET

« Je n'ai jamais ressenti mes racines jusqu'à ce qu'elles commencent à brûler », témoigne Youssef Shoufan. Le jeune Montréalais d'origine syrienne est cofondateur de l'association la Maison de la Syrie et créateur du projet photographique Syrian Eyes of the World. Louchant entre l'Orient et l'Amérique du Nord, l'artiste cherche à partager un regard positif sur la Syrie en guerre.

Escaliers extérieurs en colimaçon et vue sur l'église Saint-Stanislas-de-Kostka, bazar organisé, mais coloré, affiches de festivals et piles de vinyles, valises à moitié défaits entre les salons et la porte d'entrée; l'appartement de Youssef Shoufan est à son image, ouvert et accueillant. Une dizaine d'idées semblent lui traverser l'esprit à la minute. Rester assis pendant une heure sur son canapé n'a pas l'air de faire partie de ses habitudes. Alors, comme pour compenser, il parle de manière expressive et réfléchit à voix haute.

Il a beau avoir le teint hâlé et les yeux aussi noirs que le café d'Alep, les expressions et l'accent sont indubitablement québécois. C'est ici qu'il a grandi. Lorsque ses parents sont partis de Damas pour s'installer à Montréal, Youssef avait 7 ans. « Je ne sais pas si je suis une exception, mais je ne me suis jamais senti différent des autres et on ne me l'a jamais fait ressentir. À la maison on parlait arabe et on mangeait syrien, mais mon éducation, mon mode de vie était québécois », raconte-t-il. « Même s'ils sont très ouverts d'esprit, ça a été probablement plus compliqué pour mes parents qui ont parfois dû s'adapter aux mœurs d'ici qui, à moi me paraissent naturelles, mais qui, pour eux, différaient parfois de leur éducation... » enchaîne-t-il.

«Caravane philosophique»

Après des études en journalisme à l'UQAM, le jeune diplômé est vite découvert par Nadia Duguay, cofondatrice du groupe Exeko, organisme qui travaille auprès des populations marginalisées au Québec, pour « sa grande ouverture d'esprit et son esprit curieux ». Pendant deux ans, ils sillonneront les rues de Montréal à bord de leur « caravane philosophique » pour apporter soutien et stimulation artistique et intellectuelle aux itinérants du centre-ville, en grande partie autochtones. « Nous posons sur eux un regard misérabiliste alors qu'ils ont plein de choses à apporter. C'est la même chose avec les réfugiés », défend-il.

Par un concours de circonstances, Youssef est par la suite présenté à Marya Zaryk, une Syrienne qui, à l'époque, partageait les mêmes locaux qu'Exeko. De là germe l'idée qui aboutira à la Maison de la Syrie. En 2013, la guerre qui sévit dans leur pays natal les pousse à multiplier les projets.

Cette année-là, Youssef réalise que des préjugés, il en a, notamment, à l'égard du monde arabe. Convaincu que le meilleur moyen de les contrer est de se rendre sur place, il achète un billet d'avion, direction Beyrouth, la capitale du Liban, où se réfu-



CHARLOTTE MARTINET L'ATELIER

Youssef Shoufan est fier d'avoir rendu une part de dignité aux Syriens avec son projet.

gient plus d'un million de Syriens, selon les derniers chiffres de l'ONU. Son voyage, ses péripéties et les rencontres qu'il fera sur place donneront naissance à Syrian Eyes of the World, projet rassemblant des photographes syriens ayant pour mission de « donner une voix sans discrimination à la mosaïque syrienne ».

Les Syriens par les Syriens

Depuis sa mise en ligne, le site web *Syrian Eyes of the World* partage des photographies témoignant du quotidien de Syriens autour du monde, empreint parfois de tristesse et de peine, mais aussi d'espoir et de vie.

« Ce n'est pas que je n'aime pas ça ici dans le camp, j'ai beaucoup d'amis! Mais mes vieux amis et ma vieille maison me manquent! Ma mère n'arrête pas de dire que nous ne pourrions jamais rentrer à la maison, mais mon père argumente toujours avec elle et nous dit que nous allons y retourner bientôt », raconte par exemple Amina, une petite fille photographiée derrière un grillage par le collectif dans un camp de réfugiés au Liban.

« Il est primordial de ne pas laisser les autres écrire notre histoire », juge Youssef Shoufan ajoutant que sa plus grande fierté est d'avoir rendu une part de dignité aux Syriens à travers ce projet. « Shi byrfaa el ras. » C'est le plus beau compliment qu'il ait reçu et

l'un des commentaires qui reviennent le plus sur son site. En français, on pourrait traduire ça par « ça nous hausse les épaules », « ça nous relève le menton », explique-t-il.

Syrian Eyes of the World donnera bientôt naissance à un documentaire inspiré du même concept et sera la trame de fond du premier livre de Youssef Shoufan, *Pistache*. « Une série de chroniques sur l'appropriation de son identité », décrit Manuelle Alix-Surprenant, sa conjointe.

«Du côté du beau»

Préserver la culture syrienne, faire face à la violence par le beau, montrer que les Syriens ne sont pas que ce peuple meurtri et dévasté par la guerre que l'on voit à télévision: tel est le combat que Maria et Youssef ont en commun. À ceux qui argueraient que la guerre renvoie à d'autres priorités, Maria répond qu'il est évidemment important de s'intéresser et de dénoncer la violence que son peuple subit, mais qu'il est tout autant nécessaire de montrer l'autre côté de la médaille. « Il reste encore du beau en Syrie. Il y en avait beaucoup et il en reste encore. Et nous, on est du côté du beau, du côté de la vie, du côté de la dignité des vivants et de l'avenir. Nous n'avons pas le choix. Pour continuer à exister et sortir de la guerre. »

L'Atelier

CHRONIQUE

Les diplômés recalés



LÉA MARTIN

À Québec, quand on parle d'immigration le mot « intégration » est sur toutes les lèvres. Certains évoquent un taux d'immigration trop haut, d'autres la difficulté des immigrants à s'intégrer aux « valeurs québécoises ».

Toutefois, je crois que l'on peut tous s'entendre sur quelque chose : immigrer, c'est difficile. Abandonner ses racines pour partir à l'aventure c'est excitant, mais à la fois effrayant. Parfois, on immigrer par choix, parce que nos rencontres nous mènent ailleurs, en quête de nouvelles opportunités, ou d'un avenir plus reluisant, et parfois, dans une optique plus déchirante, on immigrer de force, pour notre sécurité et celle de nos proches, pour fuir les fléaux.

Quand on immigrer, et ici je parle d'expérience, on tente de trouver ses repères et de s'inclure dans cette nouvelle société qui deviendra, on l'espère, un nouveau chez soi. L'intégration passe par le quartier dans lequel on vit, l'école des enfants, les rencontres que l'on fait, le travail... surtout le travail, parce que, quand on travaille, on a le sentiment de participer à construire quelque chose dans la société.

C'est bien beau de dire qu'au Québec on veut intégrer les nouveaux venus, sauf que quand on ne reconnaît pas leur savoir-faire, leurs connaissances, ce qu'ils peuvent apporter à notre société, je ne trouve pas ça très inclusif.

Que l'on parle à un vétérinaire français, un chirurgien syrien, ou à un avocat bulgare, leur problème est tous le même, leur diplôme n'est pas reconnu au Canada.

Des immigrants dans cette situation, il y en a beaucoup au Québec. Beaucoup trop... Des gens qui subissent ce refus, mais qui sont prêts à passer des examens. Ils ont conscience qu'une certaine vérification doit être faite, pour voir si la pratique de leur métier dans leur pays d'origine diffère de celle en vigueur ici. Mais dans énormément de cas, on ne parle pas d'un simple examen. On parle de plusieurs années où le professionnel doit parfois refaire la totalité, ou presque, de ses études universitaires pour pouvoir travailler dans son champ d'expertise. Des médecins spécialistes qui doivent refaire tous leurs examens pour pouvoir pratiquer, des avocats qui doivent refaire leurs études au grand complet, etc.

Le problème, c'est que ces examens demandent beaucoup de temps et d'argent. Pour une famille qui arrive ici où les parents doivent rapidement travailler, étudier pour passer les examens et payer pour ceux-ci, c'est extrêmement difficile. Tout ça, en essayant de se frayer une place dans leur nouvelle terre d'accueil. Et vous savez quoi, malgré tous ces obstacles, plusieurs finissent par le faire. Vous ne pouvez même pas imaginer les sacrifices et le courage que ça prend. Mais ça, on n'en parle jamais.

De plus en plus dans les médias, on entend parler de ce genre d'histoire, surtout depuis l'arrivée de migrants syriens au Canada, mais ça fait des années que de nombreux d'immigrants surqualifiés vivent cette problématique. Dans certains corps de métier, on s'entête à ne pas reconnaître ces travailleurs.

On ne cesse de dire que l'on a besoin de professionnels, surtout dans le domaine de la santé, mais quand ils viennent d'ailleurs on fait tout pour les dissuader d'entrer dans le système. Est-ce qu'on ne pourrait pas essayer d'arrêter d'avoir peur de l'étranger et simplement vouloir le meilleur pour notre société? Plutôt que de nous déchirer sur des accommodements, concentrons-nous sur des enjeux plus importants pour aider les immigrants à s'intégrer, comme les reconnaissances de diplômes. Arrêtons de vivre dans le déni et comprenons qu'au Québec nous ne sommes pas aussi inclusifs que l'on ose bien le penser. Le jour où l'on « intégrera » les immigrants au Québec, ce sera le jour où nous ouvrirons les yeux et que nous crierons haut et fort pour défendre les connaissances de nos nouveaux alliés, ceux qui nous aideront à créer la société de demain.

L'Atelier

QUARTIER ETHNIQUE

Le Petit Maghreb, en quête de visibilité

LAËTITIA RATTIER

Contrairement à des quartiers commerciaux comme la Petite-Italie ou le Quartier chinois, le Petit Maghreb manque de visibilité. Il s'agit d'une situation à laquelle souhaite remédier l'agent de développement et de mobilisation du forum jeunesse de Saint-Michel, Mohamed Noredine Mimoun.

Un quartier fantôme

Rentrer dans le Petit Maghreb ne marque pas autant que l'arche du Quartier chinois ou les bottes de la Petite-Italie. Aucune activité particulière visible, peu de vie sur la rue Jean-Talon, de nombreux commerces fermés entre les boulevards Saint-Michel et Pie-IX. Tout cela démontre un certain abandon du quartier. « Du Petit Maghreb, il n'y a que le nom qui est resté », témoigne le commerçant de vêtement, Abdallah.

Arrivé il y a une quinzaine d'années à Montréal, Abdallah a depuis ouvert son commerce, *Chic' Oriental*, dans le Petit Maghreb. « Dernièrement, pour la fête du sacrifice, la rue avait été fermée pour que les gens puissent profiter de l'espace, mais personne n'a suivi, je me suis retrouvé seul devant mon commerce », té-

moigne l'Algérien d'origine. D'après lui, le quartier souffre du manque de diversité au sein des commerces, ce qui serait une des causes de son manque de visibilité. « Les gens sont focalisés à faire les mêmes choses, on retrouve toujours le même type de commerces, ce qui baisse considérablement le taux d'attractivité du coin », explique-t-il.

« Une partie de la communauté qu'on retrouve aujourd'hui est arrivée dans les années 60 et 70, mais celle qu'on voit et à laquelle on s'intéresse de plus en plus, c'est celle arrivée dans les années 90, qui arrive en grand nombre grâce

Le quartier souffre du manque de diversité des commerces

aux critères de l'immigration francophone » explique le professeur en urbanisme de l'Université de Montréal Sébastien Lord. « Ce type de quartier est important pour la ville, car ils la dynamisent énormément », affirme-t-il.

Aujourd'hui, le Petit Maghreb est devenu un réel enjeu pour le forum jeunesse de Saint-Michel. Seule artère commerciale du genre en Amérique du Nord, il y a pourtant peu d'habi-

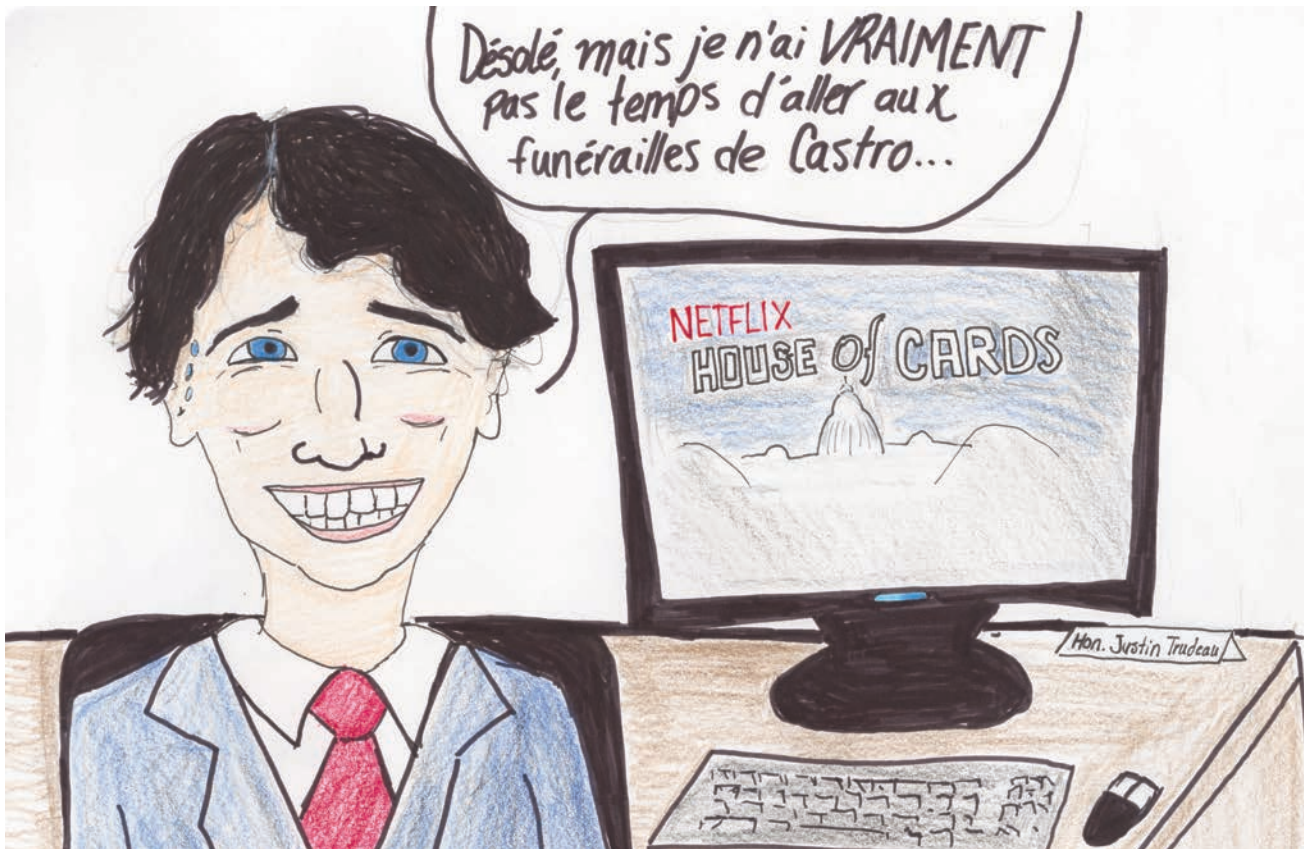
tants d'origine algérienne, marocaine et tunisienne, car plusieurs d'entre eux préfèrent les quartiers comme Ahunatic-Cartierville et la banlieue de Laval. « Il n'y a pas beaucoup de Maghrébins dans ce quartier, mais il y a beaucoup de commerçants maghrébins », précise M. Mimoun.

Une association vitale

Délaissée depuis 2011 faute de prétendant au poste de président, l'Association du Petit Maghreb a dû fermer. « Des problématiques liées au quartier démontrent l'urgence de redonner vie à l'association », explique M. Mimoun. Les enjeux de la communauté les problèmes de voisinages, les jeunes sans-emploi doivent faire l'objet de discussions au sein d'un cadre associatif ». En plus d'offres d'emploi et de stages, une réorientation des jeunes vers l'artisanat, des propositions de bourses et des soirées de réseautage avec des partenaires du Petit Maghreb feront partie des missions de l'association. « L'Association devrait être remise en place d'ici janvier puisque le processus est déjà enclenché. Grâce à l'Association, on espère redonner vie au Petit Maghreb et donc plus de visibilité » continue-t-il.

L'Atelier

POLITIQUE



MARIE-JEANNE DUBREUIL L'ATELIER

SRC: Joly ouverte à toutes les suggestions

L'opposition conservatrice demande à la ministre du Patrimoine canadien, Mélanie Joly, de fermer la porte à l'injection de nouvelles sommes dans CBC/Radio-Canada. La proposition de la société d'État d'abandonner la publicité en échange d'une hausse de son budget annuel de 318 millions de dollars a rebondi à la période des questions en Chambre, mardi. Une hausse revendiquée «depuis plusieurs années», selon le Syndicat des communications de Radio-Canada. La ministre Joly, responsable de la société d'État, a cependant répliqué qu'elle était à l'écoute de toutes les suggestions formulées dans le cadre des consultations sur l'avenir du contenu canadien. Le plan ferait augmenter de 12 \$ la subvention annuelle pour chaque contribuable canadien, la faisant ainsi passer à 46 \$. Pour justifier les 318 millions de dollars réclamés, CBC/Radio-Canada souligne que le reste de la compensation servirait à financer le contenu qui viendrait remplacer le temps publicitaire éliminé.

L'Atelier JCV avec La Presse canadienne

Trudeau n'est pas allé aux hommages à Fidel Castro

Le gouverneur général du Canada, David Johnston, a assisté mardi soir à une commémoration en l'honneur de l'ancien président cubain Fidel Castro à La Havane. C'est à la demande du premier ministre Justin Trudeau qu'il s'est rendu sur la place de la Révolution pour assister aux commémorations, car celui-ci a prétexté un conflit d'horaire. Le premier ministre canadien avait suscité la controverse dans toute l'Amérique du Nord après avoir fait l'éloge de l'ancien dictateur dans un discours. «Fidel Castro, leader plus grand que nature, a consacré près d'un demi-siècle au service du peuple cubain. Révolutionnaire et orateur légendaire», avait-il dit.

L'Atelier LJD

Le Canada explique sa recette pour aider la classe moyenne

ERICKA MUZZO

Le Canada est de retour à l'agenda mondial grâce à des politiques plus inclusives et plus axées sur la classe moyenne. L'un des ministres influents du gouvernement libéral de Justin Trudeau sera à Paris jeudi pour en faire la présentation.

«On va parler de la recette canadienne, qui prône un développement économique, profitant à la classe moyenne, durable et inclusif», a expliqué le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Jean-Yves Duclos. Celui-ci présentera les nouvelles visions du gouvernement dans le cadre d'une conférence organisée par l'Organisation de coopération et de développement économique et par la Banque mondiale.

Les dernières décennies ont vu le Canada opter pour une technique favorisant les plus riches, dans l'espoir que les retombées profiteraient à la classe moyenne. La méthode s'est avérée plutôt inefficace. «On propose un renversement total de l'ancienne philosophie. On veut que les prestations aux familles profitent à celles qui en ont le plus besoin», défend le ministre.

«Révolutionnaire»

Le gouvernement libéral a notamment adopté deux mesures dans cette optique, à commencer par l'Allocation canadienne pour enfants (ACE). Cette mesure remplace les trois allocations du gouvernement Harper. «Elle respecte trois conditions: elle est simple à administrer, elle encourage les bons comportements d'épargne et de travail, et elle aide les gens qui en ont le plus besoin», considère M. Duclos. Contrairement aux politiques conservatrices, l'ACE profite principalement aux familles à plus faibles revenus, et n'est pas imposable.

Une seconde politique qui tranche avec celles du gouvernement précédent est la réduction d'impôts pour la classe moyenne. «Cette mesure est révolutionnaire, il y a peu d'exemples ailleurs dans le monde. Par contre, beaucoup d'économistes reconnaissent sa pertinence», estime le ministre. La particularité de cette baisse est qu'elle se justifie par une hausse des impôts des plus



SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Jean-Yves Duclos, prône un développement économique pour la classe moyenne.

riches. «Même les mieux nantis reconnaissent l'importance d'avoir une classe moyenne forte, économiquement et politiquement» déclare Jean-Yves Duclos, qui ajoute que sans cela, les capacités des entreprises se trouvent réduites. Une classe moyenne forte saura profiter à l'ensemble de la société.

«Lorsque la classe moyenne a confiance en elle, en le futur, elle se développe et nous développe, comme éco-

«Même les mieux nantis reconnaissent l'importance d'avoir une classe moyenne forte»

nomie. Beaucoup des investissements dont on a besoin dépendent de la volonté de la classe moyenne de les réaliser», reconnaît le ministre.

Ce développement économique est d'autant plus important lorsqu'on reconnaît que l'économie est intimement liée au pouvoir social et politique. Si les participants de la conférence risquent de mettre l'accent sur l'économie et le pouvoir social, de par leur formation, Jean-Yves Duclos espère

apporter une touche politique, puisqu'il baigne maintenant dans ce milieu. L'ancien professeur d'économie à l'Université Laval insistera sur l'importance du lien étroit entre les dimensions sociales, économiques et politiques dans l'agenda canadien, ainsi que sur l'importance de la confiance du public.

«Lorsqu'on prend une décision, à la fois les actions et les processus sont importants,

assure le ministre Duclos, qui en fera son principal message à Paris. Lorsque les processus

sont inclusifs, le niveau de confiance envers les décisions est plus élevé. Et la confiance est la condition de base pour qu'une société fonctionne bien».

Cette nouvelle philosophie gouvernementale, plus inclusive et plus axée sur la classe moyenne, semble avoir ramené le Canada dans la cour des grands. Reste à voir si d'autres pays emboîteront le pas.

L'Atelier

PROTECTION DES SOURCES JOURNALISTIQUES

Carignan coupe l'herbe sous le pied de Pratte

ERICKA MUZZO

Le sénateur libéral André Pratte s'est dit «extrêmement déçu» par le recul du gouvernement sur le projet d'établir un comité parlementaire spécial pour se pencher sur la protection des sources journalistiques.

Le sujet a fait les manchettes aux cours des dernières semaines, dans la foulée des révélations de la mise sur écoute de plusieurs journalistes, dont Patrick Lagacé. «Le gouvernement vient de démontrer le peu d'intérêt qu'il porte à ce dossier-là» considère André Pratte, qui aurait présidé l'éventuel comité sénatorial. Celui-ci aurait eu pour mandat de se questionner sur la pertinence de la création d'une loi spécifique, et des éventuelles balises d'une telle loi.

Suite au projet de loi S-231, déposé le 22 novembre par le sénateur conservateur Claude Carignan et qui vise également à protéger la confidentialité des sources journalistiques, le gouvernement libéral a décidé de laisser tomber l'idée de comité sénatorial. Le sénateur Pratte aurait souhaité que le gouvernement n'abandonne pas le projet, soulignant que le sénateur Carignan y aurait probablement tout de même participé.

Avant le dépôt du projet S-231, le gouvernement était prêt à établir le comité spécial. Un communiqué de presse l'annonçant a même été écrit, mais n'a jamais été diffusé. «On a rédigé ensemble les termes d'un comité [...] Mais le bureau de Carignan n'était pas d'accord», déplore le sénateur Pratte.

Un chemin sinueux

L'adoption du projet de loi conservateur risque d'être difficile. «Les chances que le gouvernement adopte un projet de loi de l'opposition, d'autant plus que c'est

un projet de loi privé, restent minces» affirme André Pratte. Il considère néanmoins que, pour l'instant, la meilleure option est d'appuyer le projet en espérant qu'il soit adopté au Sénat, puis soumis au gouvernement «en espérant qu'il l'accueille correctement à la Chambre des communes.» Cette manœuvre sera néanmoins beaucoup plus laborieuse que ne l'aurait été celle d'un comité spécial, pour un résultat équivalent.

«Le projet est là, il est relativement bien fait» concède le sénateur Pratte, qui souligne tout de même que des ajustements seront nécessaires. Le principal point de litige du projet du sénateur Carignan pourrait être qu'il implique un renversement du fardeau de la preuve. Cela signifie que devant le juge, ce sera à la Couronne de démontrer que la source n'a pas besoin d'être protégée. Actuellement, c'est au média de démontrer la nécessité de protection.

Le plus grand défi sera toutefois de pousser le projet avant la prorogation du Parlement, qui a généralement lieu à mi-mandat et qui met fin à la session parlementaire. Le premier ministre recommandera probablement la prorogation vers le mois de septembre. Toutefois, le Parlement ne siègeant pas durant l'été, il faudrait que le projet soit adopté par le Sénat et par le gouvernement avant la fin du mois de juin, un délai très court.

Un appel du gouvernement reçu suite aux déclarations du sénateur Pratte vient nuancer les propos de celui-ci. Il semblerait que le gouvernement cherche actuellement un moyen de conserver le projet de comité spécial, sans entraîner de conflit avec l'opposition.

L'Atelier

FINANCEMENT DES CÉGEPS

Priorité donnée aux régions

JULIANE SICKINI

Sur les 35 millions de dollars destinés au système d'éducation provincial québécois dans la mise à jour économique d'octobre, 12 millions seront versés pour encourager l'enseignement supérieur.

Cette somme servira à combler une partie des besoins des réseaux collégial et universitaire, malgré le fait que la plus grande partie de ce montant sera versée aux cégeps, selon Mme Hélène David, ministre de l'Éducation supérieure.

Permettre la survie des cégeps en région est une priorité pour la ministre. «Il y a des installations, mais il manque d'étudiants et ça, c'est toute la question de dévitalisation des collèges et un peu des régions aussi. Moi, je veux faire tout ce qui est possible pour permettre aux étudiants de pouvoir étudier,

d'avoir des bourses ou des programmes de mobilité», a-t-elle déclaré lors d'un point de presse mardi.

Hélène David souhaite se faire porte-parole des «petites cohortes» des cégeps de région afin d'assurer leur conservation.

Compte tenu du déclin démographique, le nombre d'étudiants dans certains programmes est souvent inférieur au seuil minimal. Hélène David suggère d'abaisser le nombre obligatoire d'étudiants par cohorte, afin de garder les gens en région en conservant la pluralité de formations offertes dans ces cégeps.

Hélène David souhaite aussi encourager les programmes d'attestation d'études collégiales, qui offrent la possibilité d'obtenir rapidement une formation efficace et reconnue.

L'Atelier

INTERNATIONAL

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN HAÏTI

Jovenel Moïse, loin d'être un sauveur

CATHERINE CHARRON

Réformer le système d'éducation, relancer l'économie locale, encourager une saine démocratie. Malgré ces fortes promesses électorales, Jovenel Moïse, le chef d'État tout juste élu lundi soir au premier tour, avec 55 % des votes, n'a rien d'un sauveur aux yeux de son peuple.

Hier, dans les quartiers les plus pauvres de Port-au-Prince, des incidents ont opposé la police à des centaines de manifestants, qui dénonçaient un coup d'état électoral. Les autorités et les opposants ont échangé des jets de pierres et de gaz lacrymogènes. Les résultats électoraux font eux aussi l'objet de doutes par les principaux opposants du candidat du Parti haïtien Tet Kale, ne reconnaissant pas sa victoire.

Le doctorant en relations internationales Daniel Holly est pessimiste. L'auteur de la monographie *De l'État en Haïti* voit d'un mauvais œil la dynamique qui unit Jovenel Moïse et le président sortant, Michel Martelly. «*Ce qu'il faut craindre, c'est que Martelly ait favorisé sa candidature [de Jovenel Moïse] en espérant rééditer l'exploit de Préval-Aristide*», soutient-il.

Si un même président ne peut obtenir deux mandats consécutifs en Haïti, il peut nommer un successeur pour diriger son parti. Les maîtres de cet échange de pouvoir sont Jean-Baptiste Aristide et René Préval. Tous deux au sein du parti politique Fanmi Lavalas, ils se sont tour à tour passé le flambeau à la tête du pays de 1994 à 2011, pratiquement sans interruption. Après le coup d'État en 2004 qui a contraint le président Aristide à s'exiler, le politicien Boniface Alexandre est devenu le président provisoire jusqu'en 2006. Cette année-là, René Préval a remporté à nouveau les élections et est demeuré au pouvoir jusqu'en 2011, laissant sa place par la suite à Michel Martelly.

«*Est-ce que Michel Martelly prépare son retour à la direction générale du pays ? [...] Nous sommes peut-être témoin de la réédition d'un travers politique haïtien*», se désole Daniel Holly.

Même s'il mettait en place des politiques révolutionnaires à Haïti, Jovenel Moïse ne réussirait pas à redresser le pays selon le doctorant. Tout au plus, il donnera une petite impulsion à la relance de l'économie et des politiques sociales haïtiennes. «*On ne peut pas régler tous les problèmes en un ou même deux mandats. On doit compter sur une génération, soit un laps de temps de 25 ou 30 ans. Mais rien ne prévoit qu'après la présidence de Jovenel Moïse, son successeur va continuer son travail*», explique Daniel Holly. Celui qui se passionne pour la politique de son pays d'origine depuis l'adolescence se dés-



HECTOR RETAMAL AGENCE FRANCE-PRESSE

Jovenel Moïse a reçu 55% des voix des 21% d'électeurs qui sont allés voter.

ole de voir que 50 ans plus tard, «*le temps a passé, mais [que] rien n'a changé*».

Jovenel Moïse est un entrepreneur né au Trou du Nord, un département du nord-est du pays. Il a démarré et collaboré à plusieurs entreprises et projets, dont une plantation de bananes dans le nord-ouest du pays et une usine de purification d'eau qui alimente une partie de la population du nord du pays. Malgré ses nombreuses autres implications communautaires dans les dernières années, la population reste sceptique. «*Que peut-on attendre d'un élu qui n'a promis que des pâtes à une population affamée?*» questionne Jackson Merrous, Haïtien actuellement étudiant aux États-Unis. *Rien ne peut changer avec un président qui n'a aucun projet.* L'élection de Jovenel Moïse n'est pour lui que la légitimation d'une classe politique qui a failli à sa tâche. «*C'est la continuité d'un régime qui a fait du tort au pays en érigeant la corruption comme méthode de gouvernance et le néolibéralisme comme prétexte écono-*

mique», résume-t-il. Le journaliste haïtien John W. Delva, lui, a noté des irrégularités dans le processus électoral. «*Beaucoup de gens n'ont pas vu leurs noms inscrits dans les bureaux de vote. Dans certains centres de vote, des procès verbaux n'étaient pas arrivés*», décrit-il. La légitimité même de l'élection de Jovenel Moïse est remise en question, puisque seulement 10% de la population a voté pour lui. «*Un fiasco total*» à en croire la réflexion de John W. Delva. L'idée principale du programme du nouvel élu est de relancer l'économie haïtienne par l'agriculture, dans un pays gangréné par une forte inflation et une dépréciation de la monnaie nationale. Dans le sud du pays, grenier du pays, la destruction des cultures par l'ouragan Matthew, début octobre, a plongé Haïti dans une nouvelle crise humanitaire : plus de 800.000 Haïtiens ont besoin en urgence d'aide alimentaire, selon l'ONU.

L'Atelier

COLOMBIE

Un accord quasi ratifié

SHANNON PECOURT

La deuxième mouture de l'accord de paix entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) a été présentée mardi au Sénat. Mais même s'il a déjà été signé le jeudi 24 novembre, il n'est quand même pas près de se concrétiser.

Cette nouvelle entente fait suite à la signature d'une première version de cet accord de paix, destiné à mettre fin à 52 ans de conflit, et à l'échec d'un premier référendum, avec 50,2% de la population rejetant celui-ci. Plus de la moitié de l'accord initial a donc été revu après des pourparlers entre tous les partis politiques et les FARC, tandis que la première version n'avait été négociée qu'entre le gouvernement et le groupe armé.

Parmi les mesures les plus critiquées, on trouve celles concernant le retour à «la vie normale» pour les guérilleros des FARC. Pour Daniela Vargas Rojas, une Colombienne étudiante à l'UQAM, l'aide sociale pour les guérilleros, «*ce n'est pas juste [...]. Il faut s'organiser pour leur trouver un emploi. Il ne faut pas qu'ils restent chez eux à ne rien faire*». La question de la réparation aux victimes des FARC est également au cœur du débat. Avant que les dispositions de l'accord n'entrent véritablement en vigueur, le document doit obtenir l'aval du Sénat et de la Chambre des députés. Mais Daniela Vargas Rojas estime que «*c'est sûr que ça va passer. Le Parlement est majoritairement pour le président, et il fait tout pour que ça passe*».

Les partis d'opposition de la droite dure demandent un nouveau référendum alors qu'ils n'en voulaient pas au départ. De son côté, le parti de l'ancien président Alvaro Uribe souhaite retarder le plus possible le passage effectif de cet accord pour qu'après la présidentielle de 2018, son candidat fasse passer l'accord lui-même. Le Parti libéral colombien souhaiterait que l'accord de paix soit validé par le Parlement, car dans ce cas, il s'agirait d'une loi qui pourrait être abolie ou modifiée dans le futur. Ce qui ne serait pas le cas avec un référendum.

L'Atelier avec Agence France-Presse

MORT DE FIDEL CASTRO

Cuba, un avenir incertain

LÉA MARTIN

La mort de Fidel Castro marque un moment décisif dans l'histoire de Cuba alors que ses habitants se retrouvent devant un avenir encore incertain tant sur le plan politique, économique qu'idéologique.

«*Son décès marque la fin d'une époque, mais la transition économique et politique vers le libéralisme pourrait ne pas se matérialiser avant plusieurs années encore*», explique Gabriel Coulombe, chargé de cours au Département de science politique de l'Université Laval.

Dans les derniers jours de commémoration, les médias ont montré que plusieurs Cubains sont encore très attachés aux idées de Castro. Malgré son retrait de la sphère publique, il était encore impliqué dans la prise de décisions. «*Les Cubains ne perdent pas leur président, parce que Castro n'était plus au pouvoir depuis plusieurs années, mais il était l'autorité qui est encore en place, du moins qui regardait les gestes de son frère et qui cautionnait ou non les transformations que l'on apportait à Cuba depuis les cinq dernières années*», explique le professeur agrégé au Département d'histoire de l'Université de Sherbrooke et spécialiste de l'histoire de l'Amérique latine Maurice Demers. *C'est certain que c'est quelque chose d'historique et nous allons voir si les Cubains vont soit regarder avec nostalgie tout l'héritage de Castro, ou encore voir les opportunités qui s'offrent à eux avec sa mort.*

Enjeux diplomatiques

Pour Gabriel Coulombe et Maurice Demers, les relations entre Cuba et les États-Unis seront déterminantes dans l'avenir de Cuba. L'embargo américain est l'un de ces enjeux majeurs pour le développement futur de

l'île. Le vice-ministre des Affaires étrangères cubain, Abelardo Moreno, estimait en 2014 que l'embargo avait coûté plus de 116 milliards de dollars depuis son implantation en 1962. «*Si l'embargo prenait fin, on anticipe que la croissance économique pourrait être de l'ordre de 5 % à 6 % par an jusqu'en 2020, alors qu'elle s'élevait en moyenne à 2 % par an depuis 5 ans*», explique Gabriel Coulombe.

Selon Maurice Demers, les relations entre Cuba et les États-Unis sont en train de s'entrouvrir, entre autres avec la visite d'Obama au pays. Mais ce n'est pas encore gagné avec la présidence de Donald Trump. «*Si on revient à des relations hostiles avec les États-Unis, le pouvoir cubain va se voir encourager à conserver le pouvoir vraiment fermement et tenter de contrôler le plus possible la transition pour choisir un homme fidèle aux principes de la révolution cubaine, expose-t-il. Alors que si, au contraire, les relations avec les États-Unis progressent sur la voie tracée par Obama, peut-être que l'on voudra encourager une certaine transition et une représentation dans le gouvernement cubain.*»

L'héritage idéologique de Fidel Castro est très fort à Cuba et le pays n'est pas prêt à faire un virage draconien. Comme l'explique Michael Walsh, président de l'Association québécoise des amis de Cuba Québec, dont la mission principale est de faire la promotion des valeurs véhiculées par la société cubaine, les jeunes croient encore aux valeurs révolutionnaires. «*La jeunesse cubaine adhère aux principes de révolution, c'est-à-dire aux principes de justice, de solidarité. Elle croit à la possibilité d'un monde meilleur et c'est ce qu'a offert le legs de Fidel*» affirme-t-il.

L'Atelier

ÉDITORIAL

Make journalism great again



SAMUEL MAURIN BONTE

L'élection de Donald Trump aux États-Unis et celle de François Fillon, candidat officiel de la droite à la présidentielle, se sont transformées en pugilat envers les journalistes, qualifiés «d'élite». Ce tic de langage des politiciens est devenu populaire, sinon populiste.

Nous nous sommes interrogés sur la nécessité de prendre position sur un sujet qui nous place au premier plan. Devions-nous sortir de notre réserve et nous insurger de la construction latente de ce discours qui baffoue notre profession? *A contrario*, n'est-ce pas normal que les élites politiques nous incriminent constamment, car qui voudrait d'un ordre journalistique copain-copain avec les politiques?

Nous avons décidé de sortir de notre mutisme.

Trump a vilipendé pendant des mois la presse, la qualifiant de «corrompue». Dans l'Hexagone, la course à la présidentielle fermente depuis ses débuts sur un «bashing» médiatique; Sarkozy parle des «bobos», Fillon d'un «microcosme» et Marine Le Pen d'une sphère «médiatico-politique». Le Québec reste pour l'instant préservé de cette mode, mais les élections ne seront que dans deux ans.

Ces politiciens se construisent un nouveau paradigme qu'est l'anti-système, l'anti-establishment. Mais alors qu'ils mettent en exergue nos faiblesses, nos failles, notre vanité, sont-ils eux-mêmes des exemples à suivre? La réponse est simple: non. Trump n'est pas le candidat anti-establishment qu'il prétend. Il est un pur produit d'agréments économiques hérités de son très cher — double sens — père. Il est partie prenante de l'élitisme. François Fillon, qui honnit Saint-Germain-des-Près dans ses discours — quartier intellectuel et chic de Paris — est en réalité député de cette circonscription. Et Marine Le Pen, celle qui se proclame anti-média et anti-système, est à la tête du parti le plus présent dans les médias français.

Ils ne sont pas une représentation univoque de la population.

Si un nouveau paradigme est en construction, eh bien qu'il en soit ainsi! Le journaliste traditionnel a du mal à trouver sa place au sein de cette nouvelle dynamique? Il ne sait plus comment agir face aux sites d'information commentatifs de la facho-sphère? Il est impuissant face à la vacuité des réseaux sociaux, à la montée des populismes et de l'individualisme exacerbé? Parfait! Instaurons nous aussi un nouveau paradigme.

Un paradigme qui proclamera le progressisme et l'humanisme. Qu'importe les qualificatifs que l'on nous attribuera. Si les valeurs se droitisent, si l'électorat penche vers le conservatisme, s'il est rétrograde ou réactionnaire, eh bien ainsi soit-il, mais restons droits dans nos bottes. Répétons nos valeurs humaines dans cette quête de la vérité et de l'information. Expliciteons pourquoi nous ne plions pas face à la montée du racisme, au protectionnisme, à la xénophobie ou à l'homophobie, pourquoi nous ne cautionnons pas la construction de discours emplis de stéréotypes qui cherchent à cliver avec nos ethnicités, nos nationalités ou nos religions. Et surtout, ne nous laissons pas dire que nous n'avons pas voix au chapitre, que nous ne représentons pas la population; au contraire, nous donnons une voix à ceux qui n'en ont pas.

À tous ceux que l'on titille, que l'on chatouille, qui nous exècent, qui nous maudissent, nous disons «tant mieux». C'est la preuve que le débat s'anime, qu'il n'est pas uniquement en leurs mains, que la démocratie n'est pas apathique et que nous exerçons un contre-pouvoir. Car après tout, c'est nous, journalistes, qui sommes les chiens de garde de la démocratie. Alors, montrons les dents, car comme le disait Albert Londres: «Notre métier n'est pas d'être pour ou contre, non plus que de faire du tort. Il est de porter la plume dans la plaie.»

ÉCONOMIE

La neige fabriquée est désormais essentielle aux stations de ski

JEAN-SIMON BONNETERRE

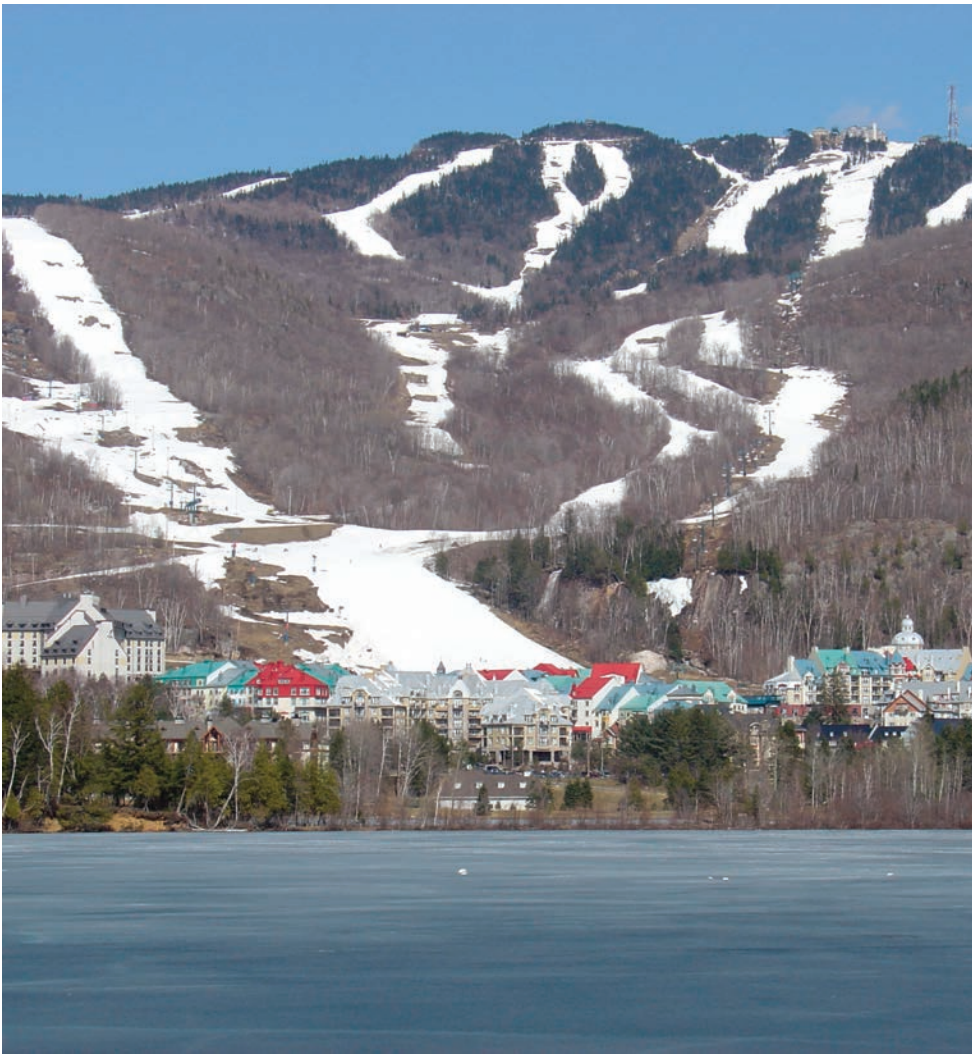
Alors que l'hiver blanc tarde à s'installer au Québec, la fabrication de neige fabriquée est la seule option pour les stations de ski. Une pratique coûteuse, mais essentielle à leur survie.

Frappées de plein fouet par les mauvaises températures lors de la saison dernière, les stations ont vécu une baisse d'achalandage de 12,5 %. Selon le spécialiste de tourisme Michel Archambault, les montagnes pourraient s'équiper plus adéquatement pour contrer les effets des changements climatiques à l'aide de subventions du gouvernement.

L'expert, aussi professeur émérite en tourisme et fondateur de la Chaire de tourisme Transat de l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), craint pour le futur de certaines stations si rien n'est fait. «L'achalandage continuera de descendre et, par le fait même, les chiffres d'affaires aussi», dit-il.

Pour les montagnes de ski, l'aide est la bienvenue. «Une aide gouvernementale sera toujours appréciée [...]. C'est certain que les plus petites stations vont l'apprécier parce que c'est peut-être là qu'il est plus difficile de financer l'enneigement», dit Isabelle Vallée, responsable des relations publiques pour la station Mont-Tremblant. «Nous n'avons pas eu une bonne saison l'an dernier, mais nous avons la chance d'être un village alpin et pas seulement une montagne de ski», ajoute-t-elle.

Pour Ski Saint-Bruno, la création de neige artificielle est une activité primordiale. «On ne vit pas autant cette réalité parce qu'on fabrique notre neige. À la base, le propriétaire [Michel Couture] est un expert en fabrication de neige. [Lundi], on en a fait et on a calculé que cela avait coûté environ 2500 \$, mais on fabrique souvent plus de neige en début de saison», dit Karine Raiche, coordonnatrice des



BETACOMMANDBOT CC

Mont-Tremblant a l'avantage d'être un village alpin en plus d'être une station de ski.

communications et du marketing pour cette station de ski de la Rive-Sud. Celle-ci ne compte d'ailleurs que 15 pistes, contre 96 pistes pour la station Mont-Tremblant.

Ce chiffre n'est cependant

«Une montagne qui ne fabrique pas de neige ne survivra pas si elle continue comme ça»

pas représentatif pour toutes les montagnes puisque la fabrication de neige dépend de nombreux facteurs: «la température, la durée de la fenêtre de la température, le taux

d'humidité, les vents et plusieurs autres», selon Mme Vallée. «Il est donc difficile de mettre un montant précis sur un budget de neige fabriquée», ajoute-t-elle.

Mme Raiche partage aussi l'avis de M. Archambault. «Une montagne qui ne fabrique pas de neige ne survivra pas si elle continue comme ça, a-t-elle affirmé. [Notre] station fabrique environ 50 % de la neige sur la montagne, donc les dépenses sont plus élevées avec des années comme l'an

dernier, mais on ne vit pas nécessairement la baisse de l'achalandage.»

«Au Québec, l'industrie du ski alpin contribue au PIB à hauteur de plus de 800 millions de dollars annuellement et génère plus de 12 000 emplois [à temps plein], peut-on lire dans un projet en cours du consortium Ouranos. Celui-ci, intitulé Analyse économique des mesures d'adaptation aux changements climatiques appliquée au secteur du ski alpin au Québec, a débuté en juillet dernier et se terminera en décembre 2017.

L'Atelier

MAGAZINES

Bye bye, Loulou

DOMINIQUE DEGRÉ

Presque deux mois jour après jour après avoir mis en vente ses trois magazines francophones, Rogers Média a annoncé mardi qu'il gardera *Châtelaine* parmi ses actifs et cessera de publier *Loulou*. *L'Actualité* demeure quant à elle sur le marché.

Si Rogers a finalement décidé de ne pas vendre *Châtelaine*, la compagnie n'a toutefois pas fourni d'explication sur son changement de position au sujet de la vente du magazine. Le nombre de parutions annuelles de *Châtelaine* sera toutefois réduit à six par an.

Le sort du magazine *L'Actualité* n'est pas encore fixé. Selon le premier vice-président contenu et éditions numériques chez Rogers Média, Steve Maich, ce magazine d'affaires publiques «ne [s'inscrit] plus dans notre stratégie en matière de contenu» et de plus amples détails par rapport à la vente de *L'Actualité* devraient être dévoilés «dans les prochaines semaines».

Pour sa part, *Loulou* n'aura pas trouvé preneur deux mois après sa mise en

vente, malgré certaines offres qui avaient été proposées, selon un communiqué émis par Rogers. L'entreprise explique qu'elle n'a pas pu «conclure une vente viable» pour *Loulou*.

Le groupe médiatique avait annoncé le 30 septembre dernier vouloir se départir de ses trois publications francophones afin de mettre l'accent sur la production de contenu numérique et sur ses filières anglophones, selon Radio-Canada.

Les médias anglophones dans le giron de Rogers ne sont toutefois pas épargnés. Quatre magazines anglophones appartenant à Rogers, soit *Flare*, *Sportsnet*, *MoneySense* et *Canadian Business*, seront désormais disponibles exclusivement en format numérique. *Maclean's* verra aussi son nombre de numéros imprimés diminuer puisqu'il deviendra un mensuel.

Rogers n'en est pas à ses premiers bouleversements. Rappelons qu'en début d'année, l'entreprise avait annoncé la suppression de 200 postes d'un océan à l'autre, ce qui représentait 4 % de son effectif.

L'Atelier



SANDRINE GAGNÉ-ACOUOLON L'ATELIER

Le magazine *Loulou* ne sera plus publié alors que *L'Actualité* est toujours à la recherche d'acheteurs.

Suppressions de postes à Airbus

L'avionneur européen Airbus a annoncé mardi la suppression de 1164 postes en Europe dans le cadre d'un plan de restructuration. Dans le détail, 640 postes seront supprimés en France, 429 en Allemagne, 39 en Espagne, 54 au Royaume-Uni, un en Belgique et un en Inde. «Cela représente 11 % des effectifs considérés», selon Thierry Baril, le directeur des ressources humaines. La restructuration du groupe européen, qui emploie 136 000 employés en tout, consiste à fusionner à Toulouse, dans le sud-ouest de la France, les sièges de la branche d'aviation commerciale (Airbus SAS) et du groupe (Airbus Group SAS) d'ici à juillet et août 2017. La direction a précisé mardi aux syndicats, lors d'un comité européen à Blagnac, dans la banlieue de Toulouse, qu'en outre 325 postes seront transférés, principalement de Suresnes et du site allemand d'Ottobrunn, près de Munich, vers Toulouse. Agence France-Presse GG

Profit en hausse pour Scotia

La banque a annoncé mardi que ses bénéfices par action étaient passés de 1,46 \$ à 1,58\$ cette année lors de son quatrième trimestre, comparativement à l'an passé à la même date. Le président et chef de la direction de la banque, Brian Porter, a déclaré à des analystes lors d'une conférence téléphonique que «cette position devrait permettre [à la Banque Scotia] de se renforcer sur les plans organisationnels et stratégiques par le biais d'acquisitions». Concernant ses potentielles acquisitions, le chef des affaires financières de l'institution Sean McGuckin, a indiqué à des journalistes qu'elles devraient être centralisées sur l'Alliance du Pacifique, une communauté économique réunissant le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou. M. McGuckin a d'ailleurs précisé qu'il était confiant à propos des investissements de la Banque Scotia en sol mexicain, malgré la chute du peso engendrée par l'élection aux États-Unis de Donald Trump. L'Atelier EBL

TAXES FONCIÈRES AGRICOLES

Des producteurs tourmentés

Les Montérégiens expriment leur mécontentement concernant les modifications qui seront appliquées en janvier

ÉMILIE LAVALLÉE

Les producteurs agricoles de la Montérégie sont inquiets des modifications qui seront appliquées au Programme de crédit de taxes foncières agricoles (PCTFA) à partir du 1^{er} janvier 2017 et qui toucheront tous les producteurs du Québec.

La modification du crédit de taxes scolaires aura un fort impact économique sur leur production. Les agriculteurs voyaient leur crédit de taxes scolaires remboursé à 70%. Il passera à 0% en 2017.

«En ce moment, le Québec est désavantagé si on le compare à l'Ontario, à l'ouest du Canada ou aux États-Unis. Il faut comprendre que la taxation municipale agricole y est plus avantageuse pour les agriculteurs puisqu'elle est en

valeur agronomique. Au Québec, les taxes sont plutôt basées sur l'évaluation marchande des terres», explique le premier vice-président de

«Jusqu'à maintenant, le gouvernement fait la sourde oreille. Il ne nous laisse aucune ouverture, que ce soit pour retarder la réforme ou même pour en discuter.»

la Fédération de l'Union des producteurs agricoles (UPA), Jérémie Letellier.

La Montérégie est particulièrement touchée par les modifications au PCTFA puisque c'est la région du Québec avec les terres valant le plus cher.

«L'année passée, j'ai payé environ 8000 \$ net de taxes

sur ma ferme. Ce montant augmentera de 4000 \$ avec les modifications. Il s'agit d'argent qui n'ira pas dans mes poches à la fin de l'année

et qui ne pourra pas être investi sur ma ferme», démontre M. Letellier qui possède justement une ferme en Montérégie avec des membres de sa famille. Cette réforme représenterait donc une hausse moyenne de 30 à 40% de la facture pour 83% des producteurs au Québec. De ce nombre, plus de 5 800 fermes se trouvent en Montérégie.

L'UPA et la Fédération des municipalités du Québec

voudraient que le gouvernement du Québec reporte la réforme d'un an pour avoir le temps de trouver une solution pour la stabilité financière des fermes. «Jusqu'à maintenant, le gouvernement fait la sourde oreille, dit M. Letellier. Il ne nous laisse aucune ouverture, que ce soit pour retarder la réforme ou même pour en discuter.»

L'impact ne sera pas immédiat sur les fermes. Par contre, elles le ressentiront à long terme. «Plus les années avancent et plus l'évaluation de la valeur de nos terres augmente. Dans 10 ans, j'aurai donné de 40 000 à 50 000 \$ de plus pour payer mes taxes. J'aurais pu investir cet argent dans un silo de plus pour ma ferme», rajoute M. Letellier.

L'Atelier

SPORTS

ÉQUIPE CANADA JUNIOR

Huit Québécois invités au camp

ALEXANDRE PERRAS

Les dirigeants du programme national ont dévoilé en conférence de presse la liste des 32 joueurs qui participeront au camp de sélection de décembre prochain dans le but de gagner l'une des 22 places disponibles de l'édition 2017 de l'équipe.

De ces joueurs, neuf proviennent de la Ligue de hockey junior majeur du Québec, desquels huit Québécois tenteront de se prouver à l'entraîneur-chef Dominique Ducharme.

En plus de Julien Gauthier (Foreurs de Val-d'Or) et de Pierre-Luc Dubois (Screaming Eagles du Cap-Breton), Nicolas Roy, Mathieu Joseph, Thomas Chabot, Samuel Girard, Jérémy Lauzon et Guillaume Brisebois composent ce groupe.

Quant au reste de l'équipe, 12 joueurs proviennent de la Ligue de l'Ouest, neuf de la Ligue d'Ontario et deux autres évoluent dans la NCAA.

C'est un total de trois gardiens de but, 10 défenseurs et 19 attaquants qui ont obtenu leurs passeports pour le début du camp le 11 décembre prochain à Boisbriand.

Trois espoirs du CH

Le gardien Michael McNiven (gardien), Noah Juulsen et Victor Mete, tous deux défenseurs, participeront aussi au camp de sélection.

Dans la Ligue de hockey junior de l'Ontario (OHL), le

gardien McNiven est dominant. Il présente la meilleure moyenne de buts alloués (2,29) et le meilleur taux d'efficacité (.920) du circuit. Il est aussi au deuxième rang des victoires (13), depuis le début de la saison.

Victor Mete est au 1^{er} rang parmi les défenseurs de l'OHL avec un différentiel de +23. Juulsen fait quant à lui bonne figure dans la Ligue de hockey junior de l'Ouest (WHL).

Une formation jeune

Statistiquement, les chances d'avoir une équipe très jeune sont plutôt élevées. Des 32 joueurs invités, 14 sont nés en 1998 faisant d'eux des joueurs âgés de 18 ans. À l'inverse, seulement cinq vétérans de l'édition 2016 ont été retenus.

Cette première sélection de joueurs comprend 14 choix de première ronde et un autre en devenir. Nolan Patrick, des Wheat Kings de Brandon, par ses statistiques, sera considéré comme un des plus beaux espoirs au monde pour le repêchage 2017 de la Ligue nationale de hockey.

Les dirigeants de l'équipe devraient garder deux gardiens de but, sept défenseurs et 13 attaquants. Le calendrier préparatoire de l'équipe canadienne s'étend les 19, 21 et 23 décembre à Montréal, Ottawa et Toronto. Le tournoi éliminatoire débute le 26 décembre.

L'Atelier



SARAHAPHOTOGRAPHY CC

Pierre-Luc Dubois, troisième choix au dernier encan, fait partie des Québécois choisis.

Travis Moen accroche ses patins

Après douze saisons dans la ligue nationale de hockey, le vétéran et ancien attaquant du Canadien Travis Moen a annoncé qu'il prenait sa retraite dans un communiqué publié mardi. Fort d'une carrière de 12 saisons dans la grande ligue, Moen a disputé 747 matchs en saison régulière, récoltant 59 buts et 77 passes. En 83 parties en séries éliminatoires, il a enregistré 11 buts et 8 passes. Repêché en 2000 au cinquième tour par les Flames de Calgary, le Saskatchewanais a cependant commencé sa carrière au sein des Blackhawks de Chicago en 2003. Il a ensuite aidé les Ducks d'Anaheim à remporter la coupe Stanley en 2007. Il a également porté les couleurs des Sharks de San Jose et du Canadien avant d'atterrir à Dallas, où il a passé ses deux dernières saisons. Moen n'avait pas su se dénicher un contrat pour la présente saison.

L'Atelier AMO

Dopage d'une fondeuse

L'organisme norvégien de lutte contre le dopage a annoncé mardi que la fondeuse norvégienne Therese Johaug pourrait écoper de 14 mois de suspension après avoir été contrôlée positive à un stéroïde qu'elle impute à un baume pour les lèvres. Cette demande va prochainement être transmise à une instance arbitrale de la Fédération des sports de Norvège qui se prononcera sur la sanction à infliger à la septuple championne du monde. Johaug manquera le début de la prochaine Coupe du monde mais pourrait être de retour pour les JO d'hiver de Pyeongchang en février 2018. La fondeuse avait été contrôlée positive au clostébol, un stéroïde anabolisant interdit par l'Agence mondiale antidopage (AMA), lors d'un contrôle inopiné le 16 septembre dernier. Selon la Fédération, elle aurait absorbé cette substance via une crème pour les lèvres, le Trofodermin, utilisée pour traiter des brûlures subies lors d'un entraînement en altitude en Italie le mois d'août dernier.

Agence France-Presse MHD

SOCCER

Un match décisif pour l'Impact

La deuxième rencontre de la série aura lieu ce soir au BMO Field

MARIE-HÉLÈNE DAIGNEAULT

L'Impact de Montréal affrontera ce soir le Toronto FC au BMO Field afin de déterminer le champion de l'Association de l'Est et par le fait même, qualifier la deuxième équipe finaliste pour la coupe MLS.

Il s'agit d'une première pour l'équipe montréalaise, qui ne s'est jamais rendue en finale de l'Association de l'Est depuis son entrée dans la Ligue Majeur de Soccer (MLS) en 2012. L'équipe qui sortira vainqueur du match de ce soir sera la première formation canadienne de l'histoire à se rendre en finale de la coupe MLS.

L'Impact de Montréal a remporté seulement un match au domicile du Toronto FC en 12 tentatives depuis 2012.

Selon le journal *The Toronto Star*, un porte-parole du club torontois a affirmé que 36 000 billets ont été vendus pour le match de la finale de l'Est. C'est près de la moitié des sièges occupés au Stade olympique, lors du premier match de la demi-finale le 22 novembre dernier.

Le BMO field, qui accueille normalement 30 991 personnes, a ajouté des sièges supplémentaires pour la finale de la coupe Grey, au football, qui se déroulait en fin de semaine. Ces sièges ont été conservés pour le match de ce soir.

La formation gagnante affrontera le Sounders de Seattle, qui a défait le Colorado Rapids 2-1 en finale de l'Ouest de la MLS le 27 novembre dernier.

Système de pointage

Dans les demi-finales et dans la finale de la coupe MLS, le nombre de buts comptés et accordés par une équipe peut être décisif.

Dans le match de demain, l'équipe qui comptera le plus de buts, par le cumulatif des deux matchs (le 22 novembre et demain), remportera la finale de l'Association de l'Est et sera qualifiée pour tenter de gagner la coupe MLS.

Dans le cas où le deuxième match se conclut par une égalité, l'équipe qui a marqué le



ALEXANDRE PERRAS L'ATELIER

Les partisans au Stade olympique lors de la première rencontre de la finale de l'Est, le 22 novembre

plus de buts à l'étranger sera la formation gagnante.

Suite à la victoire de 3 à 2 de l'Impact de Montréal lors du premier match de la finale de l'Est, l'équipe montréalaise est en tête et doit se contenter d'une nulle ou d'une victoire pour accéder au prochain tour.

Si le Toronto FC remporte le deuxième match avec un pointage de 3-2, la rencontre se poursuit en prolongation.

«Dans ce cas-là, il y a deux périodes de 15 minutes. Il n'y a plus la règle du but à l'étranger. Donc, on continue et l'équipe qui a marqué le plus gagne, sinon on passe aux tirs de barrage», a mentionné Patrick Leduc, analyste à RDS

et ex-joueur du bleu-blanc-noir.

Nouveau capitaine?

Le capitaine de la formation, Patrice Bernier, est à sa dernière année de contrat avec l'équipe montréalaise.

«Je pense que l'Impact aimerait le garder dans l'entourage de l'organisation, même si ce n'est pas comme joueur. J'ai vraiment l'impression qu'il veut jouer une dernière saison», a conclu Leduc.

Pour le moment, l'Impact de Montréal n'a pas évoqué le retour du milieu de terrain la saison prochaine avec le bleu-blanc-noir.

Toutefois, le numéro 8 est optimiste face à la rencontre de ce soir. «On va tout

faire pour se rendre en finale et faire de 2016 une année mémorable», a déclaré le capitaine aux journalistes, en parlant du match contre l'équipe torontoise.

L'équipe canadienne qui remportera le match affrontera les Sounders de Seattle au CenturyLink Field le 10 décembre prochain en finale de la coupe MLS.

L'Impact de Montréal organise une soirée de visionnement pour la partie à l'Olympia vers 18h lors du jour de match. Les fans de la formation montréalaise pourront se réunir afin d'écouter cet affrontement historique.

L'Atelier

COUPE GREY

Le Rouge et Noir célèbre à Ottawa

JEAN-SIMON BONNETERRE

MARIE-HÉLÈNE DAIGNEAULT

Grands gagnants de la 104^e Coupe Grey, le Rouge et Noir d'Ottawa a célébré mardi sa victoire lors d'un défilé dans les rues de la capitale.

Des milliers de partisans se sont réunis à l'Aberdeen Square du parc Lansdowne pour fêter avec les joueurs de la formation, qui ont longé la rue Bank avant de se diriger vers le rassemblement.

Le Rouge et Noir d'Ottawa a remporté un match enlevant en défaisant les Stampeders de Calgary par la marque de 39 à 33 en prolongation. Calgary était pourtant considéré comme étant le favori pour remporter la partie.

C'est après une courte présentation des joueurs que le numéro 9 du Rouge et



RACHEL LEVY-MCLAUGHLIN CCR

L'équipe réunie sur la scène à la fin du défilé à l'Aberdeen Square du parc Lansdowne, à Ottawa.

Noir, Ernest Jackson, s'est avancé sur la scène avec la Coupe dans les mains, devant une foule en délire.

Des joueurs émus

Le vétéran de 41 ans et quart-arrière d'Ottawa, Henry Burris, a remporté l'honneur

du joueur du match après avoir livré performance marquante alors qu'il était blessé à un genou.

«Être en mesure d'être ici, de voir le nombre de personnes qui se sont déplacées et les vagues de gens alignées pour célébrer avec nous, j'ai honnê-

tement eu une larme au coin de l'œil», a dit Burris, en se promenant à l'aide de béquilles.

«Je ne pense pas qu'il y ait quelqu'un dans la ligue qui pensait qu'on ferait ce qu'on a fait en trois ans», a dit Jon Gott, joueur de la ligne offensive d'Ottawa depuis le tout premier jour d'existence de la franchise. La première saison a été difficile, mais on a amené de nouveaux joueurs la saison dernière et maintenant, nous sommes les champions de la Coupe Grey. La parade était spectaculaire. C'était l'expérience d'une vie, c'était incroyable», a-t-il conclu.

C'est la première fois que l'équipe ontarienne remporte les grands honneurs depuis son entrée dans la Ligue canadienne de Football en 2014.

La dernière équipe sportive à avoir remporté un titre dans la capitale est les Rough Riders en 1976.

L'Atelier

CULTURE

LANCEMENT D'ALBUM

Montréal groove avec The Brooks

La formation funk a présenté son nouvel opus *Pain & Bliss*

LÉA MARTIN

Dans le cadre du lancement de leur dernier album, The Brooks se dévoile et nous fait entrer dans leur univers aussi groovy que leur musique.

Le Plaza était électrisé hier soir lors du lancement de *Pain & Bliss*, le tout nouveau album de The Brooks, une formation de 8 artistes basée à Montréal. Le spectacle a commencé comme une bombe lorsque le chanteur Alan Prater est apparu sur scène avec ses pas de danse qui rendraient jalouse n'importe quelle diva de musique pop RnB.

Dans la salle, fans et amis étaient réunis sous une lumière rose et enfumée adoucissant les couleurs éclatées qui surgissaient des projecteurs au rythme endiablé des musiciens et des choristes. C'est dans cette ambiance joyeuse que les musiciens ont fait danser, chanter et rire les spectateurs. Des bêtes de scène!

Le groupe qui existe officiellement depuis 3 ans a deux albums à son actif: Adult Entertainment, sorti en juillet 2014, et *Pain & Bliss* qui vient de sortir.

«A la base, on était quatre amis. Au lieu de jouer au hockey le dimanche soir, on se rejoignait dans le studio de Marc-André Bellefleur, le percussionniste, qui s'appelle les Troublemakers dans la Petite-Italie», dit Alexandre Lapointe, bassiste du groupe, un sourire vers le passé.

«On se rejoignait Marc, moi, Maxime Bellavance au drum et Philippe Look à la guitare juste pour jouer de la musique, en écouter, être ensemble et prendre un verre. On est tous des mélomanes dans le band et on a commencé à jammer.»

C'est quand Daniel Thouin, le claviériste, les a rejoints qu'ils ont commencé à créer des chansons complètes. Sébastien Grenier



MYRIAM EDDAHIA L'ATELIER

Le groupe basé à Montréal a consacré plus d'un an de travail à son nouvel album.

s'est ensuite joint au groupe au saxophone, suivi par Hichem Khalfa à la trompette et Alan Prater à la voix beaucoup plus tard.

Influences variées

Pain & Bliss est né d'un besoin du groupe de créer sans contraintes. «On serait déjà prêts à faire un troisième, même un quatrième album. On crée beaucoup!», déclare le musicien. «C'est un album qui parle beaucoup de la femme, même qu'une chanson est complètement dédiée à la mère d'Alan», explique Alexandre Lapointe.

La pochette, elle, a été créée par Lemi Ghariokwu, un artiste qui a dessiné des pochettes d'album pour de grands noms de la musique comme Fela Kuti et Bob Marley. The Brooks offre une mu-

sique groove, funk, soul et, même parfois motown, qui contient les bons éléments des vieux classiques tout en amenant une touche moderne et originale. Une musique qui vient chercher le public de tout âge comme celui qui se trouvait hier au théâtre Plaza.

«On a beaucoup d'influences. On est tous des mélomanes, donc on va autant aimer l'afrobeat, que le jazz, la soul, la funk», explique Alexandre Lapointe. «C'est un mélange entre tous ces styles-là, mais en même temps on n'essaye pas de reproduire quelque chose ou d'imiter une époque. On écrit vraiment à huit et on essaye toujours de se relancer. Dans le fond, je dirais plus qu'on fait de la groove.»

Les albums du groupe of-

frent uniquement des chansons originales. «Les shows de The Brooks annoncés en dehors du Dièse Onze, comme quand on a fait le centre Bell avec les Doodie Brothers, le Festival d'été de Québec avec Kool and the gang, ou le FME en Abitibi, sont tous des spectacles où on joue nos chansons originales», explique-t-il.

Ils ne font des reprises qu'au Dièse Onze, un club de jazz très prisé de la rue Saint-Denis, où ils jouent tous les mercredis avec des artistes invités. «On est comme une grosse famille», dit le bassiste avec le sourire, une famille qui se trouvait dans la salle hier soir. Une fête pour tous les spectateurs présents.

L'Atelier

ART CONTEMPORAIN

Provocation à la Wim Delvoye

L'artiste belge expose à Montréal

LEÏLA JOLIN-DAHEL

Un pneu en caoutchouc élevé au rang d'objet d'art, un camion à benne décoré de motifs gothiques découpés au laser, une sélection de tatouages réalisés sur des peaux de cochons, voilà quelques-unes des œuvres de Wim Delvoye, dont le vernissage a eu lieu mardi à la galerie de la fondation DHC/ART, dédiée à l'art contemporain.

Plusieurs de ses sculptures, vidéos et récents dessins plongeront le public dans l'univers de l'artiste multidisciplinaire. Wim Delvoye poursuit son exploration artistique à travers ses thèmes de prédilection: le «branding», la notion de classe sociale, l'économie, la technologie et la mondialisation.

Avec un total de 55 œuvres tirées de ses précédentes expositions – sauf *Cloaca* –, l'artiste mondialement reconnu cherche à donner une nouvelle signification à plusieurs objets et à créer ce qu'il appelle lui-même une «juste harmonie».

Après avoir visualisé le bâtiment de la fondation situé dans le Vieux-Montréal grâce à la technologie 3D, Wim Delvoye a participé à l'aménage-

ment de ses œuvres. Un étage complet des sept salles destinées à l'exposition est d'ailleurs dédié à des tatouages sur des peaux de cochons. L'artiste était devenu célèbre en marquant des porcs vivants de ses dessins. Cette démarche avait suscité l'ire des défenseurs des droits des animaux, même si le créateur s'est toujours défendu de les avoir maltraités. Le public ne verra toutefois pas d'animaux, empaillés après une mort naturelle, comme à l'exposition qui a lieu actuellement au Luxembourg. Seules des peaux encadrées tapissent les murs de la galerie.

L'artiste belge avait également créé une controverse lors de son passage à l'UQAM en 2009. Son exposition *Cloaca No 5* comprenait une sculpture reproduisant le système digestif humain, où la nourriture y était transformée en selles. Wim Delvoye souhaitait ainsi poser un regard critique sur la consommation au sein d'une société capitaliste.

L'exposition gratuite se tiendra du 30 novembre 2016 jusqu'au 19 mars 2017.

L'Atelier



MYRIAM EDDAHIA L'ATELIER

Twisted Dump Truck est une des œuvres exposées à la galerie DHC/ART.

MARCHÉ D'ART LOCAL

Retour au souk

Le bazar de la Société des arts technologiques débute aujourd'hui

JULIANE SICKINI

Le souk@sat, bazar temporaire d'artisans montréalais, présente entre autres des objets érotiques en porcelaine, des pots Mason de ketchup aux fruits et des vêtements minimalistes hyperstylés, bref une panoplie d'objets farfelus qui pourraient très bien représenter des cadeaux de Noël uniques.

Depuis 2003, l'espace en loft de la Société des arts technologiques (SAT) est transformé pendant cinq jours en marché public où exposent une soixantaine d'artisans montréalais marginaux. Cette année, ce bazar d'hiver prendra vie de mercredi à dimanche.

«C'est une nouvelle façon de magasiner», considère l'attachée de presse du souk@sat, Marie Létourneau. Pour ceux qui sont rebutés par le magasinage des fêtes dans les centres commerciaux, il s'agit d'une occasion de joindre l'utile à l'agréable, en faisant des trouvailles un verre à la main.

Le principe de ce bazar annuel est d'innover à chaque édition. Si les exposants ne



SANDRINE GAGNÉ-ACOUOLON L'ATELIER

Les multiples étalages présentent le fruit du travail des artisans montréalais.

proposent pas de nouveaux produits, ils ne seront pas réinvités par le jury de sélection. Ainsi, les différentes boutiques marginales n'ont pas d'autre choix que d'offrir des créations contemporaines novatrices.

«C'est une des meilleures plateformes à Mont-

réal», confie Isabella Di Scalfani exposante d'objets d'art présente pour sa deuxième année. À son avis, c'est l'ambiance et la modernité de l'événement qui le rend unique. Ici, les artistes et les designers montréalais sont mis en valeur, l'expé-

rience permet d'apprendre à chaque année, selon elle.

Le souk@sat représente le seul moyen d'interagir avec des exposants qui vendent habituellement sur le web. «C'est le meilleur marché» aux yeux d'Isabelle Deslauriers, qui expose des objets érotiques haut de gamme depuis quatre ans. Entre le passage des différents clients, les artisans se rencontrent.

Le souk@sat permet de simplifier le partenariat entre Montréalais. Être en petite communauté est le meilleur moyen pour les artisans de se faire des contacts selon Isabelle Deslauriers, à l'instar d'un vrai «souk», mot arabe référant à un grand marché. L'expression «Quel souk!» décrit quant à elle un lieu où règne le désordre et le bruit, pouvant justement remémorer l'endroit coloré de l'exposition souk@sat.

La SAT, fondée en 1996, a été mise sur pied afin de soutenir les nouvelles générations de créateurs et de chercheurs ancrés dans leur contemporanéité.

L'Atelier

Dévoilement du calendrier Pirelli 2017

Paris — Le photographe Peter Lindbergh a présenté mardi à Paris l'édition 2017 du confidentiel et très «sélect» calendrier Pirelli. Mettant en vedette Nicole Kidman et Uma Thurman, cette édition est essentiellement faite de portraits recherchés en noir et blanc de quinze vedettes du cinéma mondial. Seuls 15 000 exemplaires seront disponibles pour des personnalités artistiques ou politiques. Impossible pour le grand public de se procurer ce cadeau d'entreprise convoité. Des portraits serrés, des regards perdus, romantiques ou perçants, Lindbergh, saisit les actrices, estime-t-il, «dans une beauté plus réelle et authentique, une beauté qui exprime l'individualité, le courage d'être soi-même et la sensibilité». Les photos ont été réalisées entre mai et juin 2016 à New York, Los Angeles, Londres, Berlin et au Touquet, en France. Cette nouvelle édition fait suite à celles réalisées par Annie Leibovitz, qui avait déjà éloigné le fameux calendrier de ses flirts avec les magazines de charme populaires.

Agence France-Presse AP

2,6 millions pour le Centre canadien d'architecture

Le Centre canadien d'architecture (CCA) de Montréal bénéficiera d'un accord de principe de 2,6 millions avec le ministère de la Culture et des Communications afin de moderniser ses installations muséales. Cette subvention, qui s'ajoute aux nombreuses subventions publiques et privées que reçoit l'établissement, ira, entre autres, à la restauration de la toiture, des fenêtres, du système de chauffage et du système d'éclairage, tout cela dans une optique écoresponsable. «L'environnement est un des enjeux de société que le centre de recherche du CCA a le plus à coeur. Une restauration écoresponsable du centre entraine donc évidente pour nous», explique la porte-parole du CCA, Julia Albani. «Cet appui indique l'importance du maintien d'installations physiques de qualité permettant ainsi l'accueil du public et la préservation d'un héritage bâti pour les années à venir», a exprimé le directeur du CCA, Mirko Zardini. En plus des travaux de restauration, le CCA travaille sur un projet d'expansion numérique.

L'Atelier MJD

Les musées restent de marbre

Les institutions montréalaises n'adopteront pas le nom de domaine .ART

ALEXANDRE PERRAS

Instauré dans le but de «préserver le patrimoine culturel et artistique mondial» et adopté par plus de 60 musées et organismes artistiques du monde, le nom de domaine .ART ne suscite presque aucun intérêt chez les musées montréalais.

«C'est un honneur pour nous de voir tant d'institutions respectées du monde entier partager notre vision. Nous avons la conviction que le domaine .ART va transformer la relation de la communauté artistique avec Internet et aider à protéger leur identité en ligne», explique Ulvi Kasimov, fondateur de .ART.

Le problème : des cinq institutions muséales contactées, aucune d'entre elles n'a démontré de l'intérêt à suivre ce mouvement tandis que l'Espace pour la Vie Montréal qui regroupe le Biodôme, l'Insectarium, le Jardin botanique et le Planétarium Rio Tinto Alcan n'avait reçu aucune information relative à cette initiative.

Le Musée d'art contemporain, le Musée McCord ne prévoient pas intégrer ce mouvement. Quant au Musée des beaux-arts de Montréal, l'organisation ne s'est pas penchée sur la question et n'a pris aucune décision quant à son intérêt face à ce nom de domaine.

L'Institut d'art de Chicago, le Centre Pompidou et le Musée Guggenheim font

partie de la longue liste des institutions «renommées» qui surferont sur la vague créative que l'équipe .ART tente d'instaurer.

Fonctions du .ART

Pour les organisations qui adopteront l'extension .ART, certaines d'entre elles effectueront une migration complète ou la consolidation de leurs sites web sur ce nouveau domaine. Tandis que d'autres institutions entendent lancer de nouveaux sites web, incluant du contenu unique fourni par des artistes ou tiré de leurs propres collections.

L'équipe de direction derrière .ART affirme offrir aux « nombreux leaders de l'industrie culturelle, que ce soit musées, centres d'art, galeries, collectionneurs ou autres établissements », la possibilité d'avoir des noms de domaines pertinents pour promouvoir leurs collections et leurs programmes.

À compter de février 2017, les noms de domaine sous l'extension .ART seront disponibles à l'enregistrement afin que les principaux intéressés puissent s'assurer de réserver les domaines souhaités.

À moins d'un important revirement de situation, très peu de musées montréalais opteront pour cette nouvelle extension web.

L'Atelier



MYRIAM EDDAHIA L'ATELIER

Le Musée des beaux-arts de Montréal est le seul qui examine la possibilité d'adhérer au domaine .ART.

Martin Scorsese reçu par le pape

Vatican — Le pape François reçoit mercredi matin en audience privée le réalisateur américain Martin Scorsese. De passage à Rome, le réalisateur a présenté mardi en exclusivité son nouveau film, devant une assemblée de 400 jésuites, a appris l'Association France-Presse (AFP) auprès du Vatican. *Silence*, le nouveau film de Martin Scorsese est une adaptation du roman éponyme de Shusaku Endo, paru en 1966. Il suit deux missionnaires jésuites portugais du 19^e siècle (Andrew Garfield et Adam Driver) qui partent au Japon sur les traces de leur mentor, le père Ferreira (Liam Neeson). Le pape jésuite argentin n'assistera pas à la projection mardi, mais le sujet devrait l'intriguer, car son ambition était de devenir missionnaire au Japon dans sa jeunesse. L'ablation d'une partie d'un poumon, rendant sa santé fragile, avait contre-carré ses projets. *Silence* sortira au Canada et aux États-Unis le 23 décembre.

Agence France-Presse LJD

Une partition de Mahler pour 7,6 millions

Londres — La *Symphonie n°2* de Gustav Mahler est considérée comme une œuvre monumentale. Mardi, sa partition manuscrite est devenue la plus chère de l'histoire en atteignant le prix record de 4,54 millions de livres (7,57 millions de dollars) chez Sotheby's. Selon la maison d'enchères, la seule vente d'une ampleur «comparable» remonte à 1987 lorsque les partitions de neuf symphonies de Mozart ont été vendues pour 2,5 millions de livres (4,1 millions de dollars). «Aucun manuscrit d'une symphonie complète de Mahler n'avait encore jamais été offert aux enchères [...]», a commenté Simon Maguire, responsable de la branche manuscrits musicaux chez Sotheby's. L'acquéreur des 232 pages originales de la symphonie a souhaité conserver son anonymat. Composée entre 1888 et 1894, cette symphonie reprend les thèmes de la vie, de la mort, et de la vie après la mort.

Agence France-Presse AGD

LIVRES QUÉBÉCOIS

Les bouquinistes refusent de tourner la page

La vente en ligne menace les librairies d'occasion

GABRIELLE MORIN-LEFEBVRE

Face à la concurrence d'Amazon, les bouquineries et librairies de livres usagés innovent à petite échelle afin de garder leur place dans la bibliothèque des Québécois.

Les bouquineries sont bien implantées à Montréal, particulièrement sur le Plateau Mont-Royal et au centre du Quartier Latin. Proposant des livres usagés ou rares, celles-ci font le bonheur des habitués, bonheur pourtant menacé par le géant de la vente en ligne, Amazon.

«J'ai acheté cette librairie de livres usagés après avoir immigré ici pour du boulot. Mais depuis, ça ne fait que dégringoler et mourir à petit feu», explique Véronique Klauber, libraire chez Mona Lisait, le visage attristé.

Les affaires vont mal pour le commerce existant depuis 25 ans, comptant un inventaire de 25 000 livres. Mme Klauber a remis à l'Atelier une liste de 17 bouquineries ayant fermé leur porte durant la dernière décennie. «J'en oublie plusieurs», ajoute-t-elle, sous-entendant que la liste pourrait s'allonger.

Même son de cloche pour Pascal Boisibault, possesseur de la librairie de livres usagés Mon Volume. «Mes ventes de livres ont chuté de 5%», se désolait-il. Les besoins changent et le numérique séduit de plus en plus de lecteurs. Selon le propriétaire de la bouquinerie Mon Volume, la seule solution, c'est l'adaptation.

«Si on ne s'adapte pas, on meurt à petit feu, donc on vend plus de DVD et on va se mettre au vinyle, puisque c'est revenu



SANDRINE GAGNÉ-ACOLON L'ATELIER

La Bouquinerie du Plateau a pignon sur rue, ce qui assure en partie sa prospérité.

à la mode», dénote M. Boisibault. Il ajoute que la librairie Mon Volume a décidé de vendre ses produits sur Amazon. Pascal Boisibault dit faire des profits variant entre 5 000 et 12 000 \$ par mois. À eux seuls, les gains générés par les ventes avec Amazon suffisent à payer la majeure partie de son loyer.

Selon lui, les librairies devraient s'unir contre la compétition. «Nous n'avons aucune association, ce qui fait qu'on est tous indépendants. Peut-être qu'il en faudrait une pour concurrencer Renaud-Bray», propose le propriétaire.

Les bouquineries ne peuvent recevoir de subventions vu leur statut de commerces non agréés,

défini par la loi 51. Cette condition les empêche également de faire partie de l'Association des libraires du Québec qui regroupe des librairies indépendantes et fait valoir leurs droits des librairies indépendantes.

Son directeur adjoint, M. Carl Fortin explique par ailleurs qu'elles ne répondent pas à leurs propres critères. «Les bouquineries ne peuvent pas commander de livres, ne savent pas vraiment quand elles auront les livres puisqu'elles font affaire avec des particuliers», explique-t-il.

La passion du livre

Aussi indépendants soient-ils, c'est la résistance et la pas-

sion qui demeurent chez les bouquinistes. Pour Mme Klauber, les bouquineries resteront toujours «les gardiens du papier». «Il y a une profondeur chronologique et thématique que vous ne trouverez pas chez Renaud-Bray ou Archaubault», précise Mme Klauber. «Chaque titre est unique.»

Même si la lutte est ardue, le livre ne disparaîtra pas selon elle. «On peut bien créer de grandes chaînes de chaussures pour tuer les petits producteurs, mais on aura toujours besoin de chaussures, sinon on aurait froid aux pieds!», conclut-elle en riant.

L'Atelier

SCÈNE ÉLECTRONIQUE

Les dangers de la piste de danse

Le groupe de réflexion PLURI veut des espaces sécuritaires

LAURENCE GODCHARLES

Harçèlement, racisme, transphobie, homophobie... Les événements de musique électronique nocturnes — les raves — seraient dangereux pour les groupes marginalisés. C'est du moins ce qu'avance Éliane Thivierge, initiatrice du mouvement féministe et intersectionnel, PLURI.

Après la fermeture des bars, certains adeptes de musique électronique se regroupent, notamment dans des entrepôts et des bâtiments désaffectés afin de poursuivre la fête. Ces événements, qui sont pour la plupart illégaux, sont selon Éliane Thivierge mal outillés pour combattre le harcèlement.

C'est après avoir participé à plusieurs raves qu'Éliane Thivierge s'est d'abord indignée. «Au bout d'un an, j'ai tellement fait face à du harcèlement sexuel que cela a affecté ma santé mentale», confie-t-elle.

Elle raconte avoir vécu plusieurs traumatismes suite à des gestes déplacés initiés principalement par des hommes. Celle qui étudie aujourd'hui le travail social à l'Université du Québec à Montréal explique que bien qu'elle ait vécu principalement des rapports hétérosexuels déplacés, cette réalité existe aussi chez la communauté LGBTQIA+.

«La musique est tellement forte que la demande de



KINGA MICHALSKA PAGE FACEBOOK PLURI

PLURI tient des séances de discussion sur l'inclusion au sein de la scène électronique.

consentement ne peut pas nécessairement se faire par la parole, ça pose problème», déplore la militante féministe.

Pendant l'une de ces soirées, elle raconte, à titre d'exemple, qu'un homme a commencé à masser l'entière de son dos sans jamais lui demander son accord. «Je me suis retournée et lui ai demandé ce qu'il faisait. Il m'a répondu que je devrais être contente, qu'il me faisait du bien», confie-t-elle.

«J'ai dansé pendant trois heures avec les yeux fermés de peur d'avoir un contact visuel avec un homme, c'est inquiétant», ajoute Éliane Thivierge qui raconte avoir participé à des événements où la présence de femmes est minoritaire.

Elle souligne également qu'après cinq heures du ma-

tin, il ne reste souvent que très peu de femmes, puisque, selon elle, ces dernières seraient à bout de souffle.

Le modèle berlinois

D'après Mme Thivierge, la faute ne revient pas seulement aux participants qui commettent des «atrocités» envers les femmes et les groupes marginalisés, mais aussi sur les organisateurs qui se ferment les yeux sur l'existence de ces gestes.

Alors qu'elle habitait à Berlin, Éliane Thivierge a pris connaissance d'une scène musicale électronique antisexiste. «La première fois où j'ai pu danser pendant deux heures sans me faire déranger, sans blague, j'ai pleuré», dit-elle en faisant référence à son expérience dans les scènes musi-

cales allemandes.

Le mouvement féministe PLURI travaille pour devenir intersectionnel. Cette façon d'interpréter le féminisme cherche à inclure tous les genres et groupes marginalisés.

«Quand j'ai vu une personne en fauteuil roulant à Berlin, j'ai compris qu'il y avait du chemin à faire à Montréal», dit-elle. Elle mentionnait également que la capitale allemande était, d'après elle, plus avancée sur l'acceptation des groupes marginalisés. «Pour les transgenres berlinois, les clubs sont des endroits sécuritaires», renchérit-elle.

Elle se remémore l'histoire de cet homme qui fréquentait souvent les raves dans ce pays d'Europe. «Il arrivait toujours avec son habit d'armée. Arrivé sur la piste de danse, il enlevait ses vêtements et mettait ses jarretelles, ses talons hauts et sa brassière», souligne celle qui affirme n'avoir jamais vu ce genre de phénomène à Montréal.

Une fois que PLURI aura atteint leur objectif d'intersectionnalité, l'initiative rentrera en contact avec des promoteurs d'événements de musique électronique. Le regroupement tentera ensuite de les sensibiliser aux oppressions vécues par les populations marginalisées et de définir avec eux des solutions concrètes.

L'Atelier

ACTUALITÉS



RAUL ARBOLEDA / STR / AFP

L'écrasement s'est produit près de Medellín en Colombie.

ÉCRASEMENT

SUITE DE LA PAGE 1

mis en place un poste de commandement unifié à l'aéroport de Medellín pour gérer la situation.

Les deux boîtes noires de l'appareil ont été retrouvées et seraient «en parfait état» selon un gazouillis en ligne sur Twitter de l'aviation civile.

L'accès au site du crash n'est possible que par voie terrestre en raison des «conditions climatiques», a ajouté l'aéroport. Ce sont d'ailleurs ces mêmes conditions climatiques difficiles qui ont forcé les secouristes à interrompre temporairement leurs recherches dans la nuit de l'écrasement.

Dans un premier bilan, l'Unité nationale de gestion des risques et des catastrophes avait fait état de «la mort de 76 personnes et cinq blessés». Puis, le footballeur Neto et un technicien de la compagnie ont été retrouvés en vie, tandis qu'un autre joueur, Marcos Danilo Padilha, décédait de ses blessures «pendant son transfert à l'hôpital», a précisé l'Aviation civile.

Solidarité sportive

Les réactions n'ont pas tardé à fuser de la communauté internationale de soccer, ébranlée par la tragédie aérienne. Le FC Barcelone et l'AS Rome ont exprimé sur Twitter leur soutien et leurs pensées pour les familles touchées par la catastrophe. Les joueurs du Real Madrid, après avoir fait des vœux similaires sur leur site internet, ont observé une minute de silence

avant leur entraînement.

Le Manchester United ainsi que le Torino FC, deux clubs ayant perdu des joueurs lors d'accidents aériens par le passé, ont également exprimé leurs condoléances et se sont dits «bouleversés» par cet incident.

La légende du ballon rond, le «roi» Pelé, s'est lui aussi exprimé sur cette tragédie, affirmant que «la famille du football est en deuil».

Équipe cendrillon

Le Chapecoense, club pourtant modeste, avait surpris les amateurs et la communauté du soccer latino-américain en arrivant en finale de la Copa Sudamericana pour la première fois de son histoire, après avoir éliminé en demi-finale la puissante équipe argentine de San Lorenzo.

L'équipe Chapecoense devait affronter à Medellín l'Atlético Nacional lors du premier match d'une série aller-retour de la finale de la coupe sud-américaine, deuxième championnat en importance en Amérique latine.

Juan Carlos de la Cuesta, président de l'Atlético Nacional a déploré une «si grande tragédie» et a exprimé, sur radio Caracol, sa «solidarité pour soutenir le club Chapecoense et les familles». Sa formation a d'ailleurs demandé que le trophée soit attribué à l'équipe brésilienne.

La Confédération sud-américaine de football

(CONMEBOL) a rapidement annoncé que la finale serait suspendue et que le congrès de l'organisme de football sud-américain prévu ce mercredi à Montevideo sera reporté. Le président de la CONMEBOL, Alejandro Dominguez, a d'ailleurs été dépêché sur les lieux de l'écrasement.

Réactions à Montréal

«Ça devait être le match le plus important de leur histoire. C'est terrible», déplore Guilherme Pellin, copropriétaire de la pâtisserie Padoca; premier établissement brésilien pâtisseries à avoir vu le jour au Québec.

La nouvelle a eu l'effet d'une bombe dans la petite communauté brésilienne montréalaise, qui compose près de 70% de la clientèle de la pâtisserie. Les clients y entrent et discutent en Portugais, l'air préoccupé. «Tous nos clients et nos amis Facebook ne parlent que de cela. Ils sont sous le choc», renchérit Gabrielle Pellin, la sœur de Guilherme.

La fratrie insiste sur la place qu'occupe le soccer dans la vie des brésiliens, qui baignent dans la culture de ce sport depuis leur plus jeune âge. «C'est comme pour le hockey ici au Québec. Imaginez si une tragédie du genre arrivait aux Canadiens de Montréal», lâche Guilherme.

L'Atelier



ALEXANDRE MORANVILLE-OUELLET L'ATELIER

Les propriétaires de la pâtisserie Padoca, Gabrielle et Guilherme Pellin

OLÉODUCS

SUITE DE LA PAGE 1

d'un moratoire sur les «transporteurs de brut et d'hydrocarbure» sur le long du nord de la côte de la Colombie-Britannique.

Trans Mountain

Le projet d'agrandissement du pipeline Trans Mountain de Kinder Morgan, évalué à 6,8 milliards de dollars, s'étendra sur 1150 kilomètres entre Edmonton en Alberta et Burnaby, une banlieue de Vancouver en Colombie-Britannique. Le projet d'agrandissement de l'oléoduc de l'entreprise texane rendra possible l'acheminement de 890 000 barils de pétrole chaque jour, soit 590 000 de plus qu'actuellement, en plus de permettre à la troisième réserve mondiale de sable bitumineux de convoier le marché asiatique.

Ottawa estime que ce projet créera quelque 15 000 emplois lors de la phase de construction.

Canalisation 3

Le projet de réfection du pipeline d'Enbridge, évalué à 7,5 milliards de dollars, augmentera la capacité de transport de l'oléoduc déjà existant de 390 000 à 760 000 barils de pétrole par jour, et ce, sur une distance de 1659 kilomètres.

Le pétrole provenant de l'Alberta est acheminé aux États-Unis en passant par le sud des provinces de la Saskatchewan et du Manitoba. Près de 7000 emplois de-

vraient être créés lors de la réfection.

Le premier ministre base sa décision sur la question de la sécurité: «Cet oléoduc vieillissant a vraiment besoin d'être remplacé. Une fois terminée, cette infrastructure permettra d'augmenter l'efficacité, d'améliorer la sécurité en milieu du travail ainsi que la protection de l'environnement.»

Réactions mitigées

Rachel Notley, première ministre néo-démocrate de l'Alberta, considère que cette annonce de Justin Trudeau représente une occasion favorable pour les Albertains de sortir de leur marasme économique. «Notre province a été brutalement frappée par l'effondrement des prix des produits de base. Ce fut une longue nuit sombre pour les habitants de l'Alberta. Aujourd'hui, nous voyons enfin la lumière matinale.»

De plus, elle soutient que le plan environnemental de sa province obtient des résultats probants et qu'il n'est pas nécessaire «de choisir entre l'environnement et l'économie.»

L'entreprise Kinder Morgan Canada abonde dans le même sens: «C'est un moment décisif pour notre projet et l'industrie canadienne de l'énergie», a déclaré Ian Anderson, président de l'entreprise pétrolière. «Cette décision fait suite à de nombreuses années d'engage-

ment et à la présentation des meilleures informations scientifiques, techniques et économiques.»

Pour Geneviève Puskas, conseillère aux changements climatiques et énergie chez Équiterre, cette annonce est «déplorable» et va «totalement à l'encontre de la volonté des Canadiens concernant les engagements environnementaux pris lors de la Conférence de Paris sur le climat.»

Selon elle, les impacts sur l'environnement seront beaucoup plus importants que ce qui a été annoncé: «sans compter l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, le trafic pétrolier augmentera de façon alarmante avec la présence accrue des pétroliers près des côtes de la Colombie-Britannique. Il y a un risque important pour certaines espèces sous-marines, dont les épaulards, qui sont actuellement menacés.»

En ce qui concerne le refus de poursuivre le controversé projet Northern Gateway, la communauté autochtone Gitga'a't a remercié le premier ministre Trudeau d'avoir écouté ses doléances. «Même si nous sommes en première ligne, notre collectivité s'est souvent sentie ignorée par le gouvernement fédéral, a expliqué Arnold Clifton, le chef de conseil de la communauté Gitga'a't. La décision d'aujourd'hui nous permet de nous sentir entendus.»

L'Atelier

QUARTIERS

SUITE DE LA PAGE 1

phénomène n'est pas surprenant. «Depuis les années 1990, il n'existe plus véritablement de quartiers ethniques à Montréal, explique-t-elle. Je ne suis pas étonnée par la réaction de ces jeunes.»

Selon elle, depuis les vingt dernières années au moins, les nouveaux immigrants s'installent non seulement dans tous les quartiers de l'île, mais aussi dans les banlieues telles que Laval, Longueuil et Brossard.

Les communautés ethnoculturelles ne seraient plus aussi ségréguées qu'elles ont pu l'être dans les premières vagues migratoires montréalaises. «De toute façon, tous les arrondissements de Montréal sont aujourd'hui multiculturels», affirme-t-elle.

À titre d'exemple, elle cite l'arrondissement de Saint-Léonard, autrefois connu pour la prédominance de la communauté italienne. «Aujourd'hui, il n'y a pas que des Italiens dans Saint-Léonard ou dans la Petite-Italie. C'est la même chose pour les Grecs dans le quartier de Parc-Extension», affirme-t-elle.

Le Conseil interculturel de Montréal dressait en 2013 un portrait déjà très fragile du lien affectif qui unit les comités ethniques et leur quartier.

Dans son Plan de développement de Montréal et des relations interculturelles, il écrit que «la seconde génération et plus particulièrement la troisième génération de Montréalais d'origine italienne, grecque, portugaise et chinoise manifestent de moins en moins d'intérêt à l'égard de ces quartiers, qui renvoient avant tout à la période migratoire de leur communauté ethnoculturelle d'origine.»

Selon les chercheurs du Conseil, ces immigrants auraient davantage d'attaches à l'identité québécoise, qui serait l'une des sources de leur exode de ces quartiers mythiques.

Attachement

De son côté, Sofia Nicolau, étudiante en journalisme née de parents portugais, ne partage pas entièrement le point de vue partagé de ces immigrants qui ont délaissé les «quartiers ethniques». «C'est important pour moi de vivre sur le Plateau-Mont-Royal, où il y a une forte concentration de Portugais», souligne-t-elle.

L'étudiante de 22 ans souhaite continuer à grandir dans cette maison familiale située à l'angle des rues Rachel et Saint-Urbain, près d'une église portugaise et face au mont Royal. «Ici, j'ai le

sentiment d'être à la maison comme nulle part ailleurs», dit-elle.

Son désir de demeurer près de ses racines européennes ne trahirait pas son identité qu'elle qualifie de québécoise. «Je suis Québécoise, je suis née à Montréal, mais c'est très important pour moi d'être attachée à ma culture portugaise, parce que ça représente qui je suis», insiste-t-elle.

Selon Annick Germain, le terme «quartier ethnique» serait de nos jours devenu désuet. On parlerait plutôt d'«avenues commerciales». Elle cite en exemple le Petit Maghreb qui ne reposerait aujourd'hui que sur une courte artère commerciale composée de divers commerces, tels que des épiceries et des restaurants maghrébins.

Le visage des quartiers à Montréal est en constante mouvance depuis plus de vingt ans. À titre d'exemple, le quartier Parc-Extension, qui a toujours été rattaché à la communauté grecque, est aujourd'hui plutôt reconnu pour la présence prédominante de la population indienne. Si les communautés ethniques bougent dans la métropole, elles finissent toujours par être remplacées.

Dans la circonscription de Papineau, qui regroupe cet arrondissement au nord-ouest de la ville, la moitié des résidents étaient allophones en 2006.

L'Atelier

La rédaction de L'Atelier

Chef de nouvelles : Étienne Grignon **Chef de pupitre :** Noémie Laurendeau **Pupitreurs :** Océanne De Grandpré, Isabelle Grignon-Francke, Gabriel Guénette, Luca Max, Maude Petel-Légaré, Laurence Vachon **Journalistes :** Philippe Asselin-Léger, Émile Bérubé-Lupien, Jean-Simon Bonnetterre, Jessica, Charbonneau-Vaudeville, Catherine Charron, Jean-Christophe Côté, Marie-Hélène Daigneault, Dominique Degré, Maude Fraser-Jodoin, Laurence Godcharles, Alexis Gohier-Drolet, Leïla Jolin-Dahel, Simon Lefranc, Catherine Legault, Charlotte Martinet, Alexandre Moranville-Ouellet, Gabrielle Morin-Lefebvre, Ericka Muzzo, Alexandre Perras, Laëtitia Rattier, Julien Ruderic, Juliane Sickini **Caricaturiste :** Marie-Jeanne Dubreuil **Chroniqueuse :** Léa Martin **Éditorialiste :** Samuel Maurin Bonte **Photographes :** Myriam Eddahia, Sandrine Gagné-Acoulon **Correctrices :** Marie-Hélène Héту, Émilie Lavallée, Shannon Pécourt

Merci à : Sophie Chartier, Christine Dumazet, Vincent Fortier, Marie-Pier Frappier, Guillaume Lavallée